





CONTRE L'ÉTAT ISLAMIQUE,  
CONTRE LA GUERRE



 **niet**éditions

Nous encourageons la reproduction  
totale ou partielle de cet ouvrage à  
des fins non commerciales.



*niet-editions.fr*  
nieteditions@riseup.net

*Diffusion : hobo-diffusion.com*



*Un grand merci à Bébert la Sardine, qui a corrigé  
avec minutie cet ouvrage. Ainsi qu'à toutes celles  
et ceux qui ont apporté suggestions, aide et soutien.*

# CONTRE L'ÉTAT ISLAMIQUE, CONTRE LA GUERRE

---

Mathieu Pérez



## Avant-propos

Après les attentats de Paris en novembre 2015, le discours du gouvernement fut aussitôt extrêmement belliqueux. Il y eut « déclaration de guerre », définition d'un « ennemi » et, dès le 15 novembre, l'armée de l'air noyait la ville de Raqqa sous un déluge de bombes fort médiatisé.

La France se voyait tout de suite placée sous le régime de l'état d'urgence, qui, au moment où ces lignes sont écrites (mai 2016), est toujours effectif et vient d'être prolongé jusqu'en juillet au moins.

L'identité entre ces deux états — l'état de guerre à l'extérieur, l'état autoritaire à l'intérieur —, leur complémentarité, apparaissant, l'émission de radio *Le Sale air de la peur*<sup>[1]</sup> et

---

[1] L'émission de radio *Le Sale air de la peur* a vu le jour après les attentats dits « de *Charlie-Hebdo* » et en réaction à « l'esprit du onze janvier » qui les a suivis : gouvernement par la peur, islamophobie, instrumentalisation de la « cause des femmes »,

l'auteur de ces lignes décidèrent de consacrer une ou plusieurs émissions à la question de la guerre. Pour ce faire nous avons pensé judicieux et éclairant d'aborder le sujet par une étude de l'ennemi déclaré.

Ce petit livre est le résultat des recherches effectuées pour les émissions. Je le considère comme une sorte de tentative d'étude de « Daech » à partir des conditions matérielles qui le constituent, et non pas, comme c'est le cas partout et tout le temps, à partir de la religion. Je suis persuadé que « ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être ; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience<sup>[2]</sup>. » En d'autres termes, je pense qu'il faut se garder d'un danger théorique : *l'idéalisme*, qui fait primer « l'esprit » sur la réalité matérielle, celle-ci étant supposée définie par celui-là. Cette façon de penser est aujourd'hui partagée par presque tous les journalistes, dirigeants politiques, intellectuels.

Ainsi, plus encore depuis les attentats de l'automne, la lecture de « Daech » à partir de

---

maquillage de l'idéologie martiale et raciste sous les atours de « l'universalisme républicain », etc., ces thèmes ont été étudiés au fil des émissions. Après les attentats dits « du Bataclan », il a semblé nécessaire de relancer cette dynamique. Les émissions sont disponibles à l'adresse <http://lalocale.ckdevelop.org/media/media.php?id=1271> (consultée le 31 mai 2016).

[2] Karl Marx, *Critique de l'économie politique*, Préface, Éditions sociales, 1972.



l'islam, ou plutôt comme une « dérive » de l'islam, comme une « variété » d'islam, s'impose partout. La question se poserait en termes religieux : quelle sorte d'islam serait ou non « compatible avec les valeurs de la République » ? Cette lecture, au-delà de sa bêtise, mène tout droit au racisme, à l'islamophobie et à la théorie du « choc des civilisations » ; elle voudrait expliquer l'Histoire, la marche du monde, par des conflits qui se dérouleraient dans le « ciel des idées ».

Il s'agit ici de s'opposer avec toute la vigueur possible à de telles manières d'expliquer le monde, qui d'ailleurs n'en expliquent rien, sinon que les choses sont ainsi parce qu'elles sont ainsi : « Daech » est méchant parce que l'islam est une religion méchante ; le « monde arabo-musulman » est traversé de divisions « congénitales » entre chiites et sunnites qui le minent depuis toujours, et poussent ses membres à s'entre-déchirer ; les pays occidentaux, étant plus « avancés » (on ne sait sur quelle voie), ont pour mission de distribuer la paix, la démocratie libérale, la civilisation à ces pays arriérés.

Or, l'émergence de l'État islamique ne peut évidemment pas être séparée de son contexte historique, géographique, social. Peut-on oublier, si vite, que les États-Unis ont envahi et occupé l'Irak pendant plus de huit ans, qu'ils en ont tué une partie de la population, bouleversé les structures sociales et l'appareil d'État ?

Peut-on faire comme si la révolution syrienne ne s'était pas transformée en guerre civile, au fil de l'indifférence ou des interventions occidentales ? Peut-on faire comme si l'Irak n'abritait pas les réserves de pétrole les plus importantes après celles de l'Arabie saoudite ?

Ce petit livre a donc pour modeste vocation de contribuer à une analyse matérialiste de la situation au Moyen-Orient. S'appuyant sur des documents accessibles à qui se donne la peine de les trouver, il cherche à éviter les pièges de la *façon de penser* bourgeoise : l'idéalisme.

Alors bien sûr, ce petit livre est contre l'État islamique ; il est, de même, contre la guerre.

Il n'existe pas de parole qui soit neutre, objective : il s'agit là aussi d'un mythe de l'idéologie dominante. Ce petit livre se veut être une contribution à la constitution d'un mouvement qui, en France, s'opposerait à la guerre, *aux guerres* que mène la France partout où elle le peut. Un tel mouvement n'existe pas, son absence se fait cruellement sentir.

Il est certain que bombarder, encore et sans relâche, les territoires de l'État islamique ne fera que le renforcer, et si, par extraordinaire, la fameuse « solution militaire », dont les généraux eux-mêmes affirment qu'elle est vaine et illusoire, parvenait à détruire (quoi que ça puisse signifier) l'État islamique, ça ne serait que pour préparer le terrain à quelque nouvelle

organisation qui lui succéderait, et qu'il faudrait alors à nouveau bombarder, sans fin.

Je ne suis nullement un quelconque expert du monde arabo-musulman. J'espère que ce petit livre ne sera pas inutile, et qu'il permettra de battre quelque peu en brèche les idéologies chauvines, racistes et islamophobes qui se répandent comme un choléra parmi toutes les classes sociales.



« Daech »



## Points de sémantique

À L'HEURE OÙ CES LIGNES sont écrites, les bombardements aériens occidentaux, généralement nommés « frappes », sur les villes de Raqqa (Syrie), Mossoul (Irak), et sur les terres environnantes se poursuivent sans relâche. Technique par excellence de la guerre « propre », ils visent officiellement à « neutraliser », c'est-à-dire, tout de même, à tuer, des « terroristes » dont il est affirmé qu'ils sont membres d'une « organisation », appelée, en France, « organisation de l'État islamique » (plutôt dans la presse « sérieuse »), ou plus généralement, « *Daech* ».

Mais cette dénomination n'a pas toujours été aussi évidente ni consensuelle. Jusqu'à l'été 2014, on employait sans se poser de question « *l'État islamique en Irak et au Levant, lié à Al-Qaïda*<sup>[3]</sup> » ; puis, encore jusqu'à la fin de l'été 2014, on lisait, ou entendait, variablement, « ce que l'on appelle État islamique », « le prétendu

---

[3] *L'Express*, 7 janvier 2014.

État islamique », « le Califat de la Terreur », ou, plus simplement, « l'État islamique en Irak et au Levant », voire « l'État islamique » tout court. Que s'est-il donc passé depuis ?

## LES « ÉGORGEURS DE DAECH »

Le 20 septembre 2014, la France intégrait la « deuxième coalition », dite « coalition anti-EI », menée par les USA, qui bombardait déjà, officiellement depuis le 8 août, les territoires de l'État islamique. Cette participation prit le nom d'opération Chammal (il s'agit d'un vent irakien). Pendant les deux semaines précédentes, des directives avaient été données, par le ministre des Affaires étrangères, Fabius, et même par le président Hollande, pour que l'on ne donne plus le nom d'État à ces affreux terroristes, qui ne mériteraient pas un qualificatif aussi « noble ».

Ainsi, Fabius a-t-il claironné à l'Assemblée, le 10 septembre 2014, les propos suivants :

*Le groupe terroriste dont il s'agit n'est pas un État. Il voudrait l'être, mais ne l'est pas, et c'est lui faire un cadeau que l'appeler ainsi. Je recommande même de ne pas utiliser l'expression « État islamique », car cela occasionne une confusion entre l'islam, l'islamisme, et les musulmans. Il s'agit, Mesdames et Messieurs, de ce que les Arabes appellent Daech, et que j'appellerai pour ma part « les égorgeurs de Daech » ! Car ces gens n'ont qu'une idée : violer, crucifier,*



*assassiner. Nous devons tous nous mobiliser pour les faire reculer, les neutraliser, et nous débarrasser de cela*<sup>[4]</sup>.

L'écho de ces virils propos à peine estompé, les courageux patrons de presse ont fait passer le mot à leurs employés, qui ont, dans un bel élan patriotique, emboîté le pas à leur ministre. Ainsi, Michèle Léridon, de l'Agence France presse, diffusait le 17 septembre 2014 sur le blog de l'AFP le discours suivant :

*Nous jugeons que l'expression « État islamique » est inappropriée pour deux raisons : un, il ne s'agit pas d'un véritable État, avec des frontières et une reconnaissance internationale ; deux, pour de nombreux musulmans, les valeurs dont se réclament cette organisation ne sont en rien « islamiques ». Le nom « État islamique » est donc susceptible d'induire le public en erreur*<sup>[5]</sup>.

Le public l'en remercie grandement. Cette madame Léridon reconnaît certes, dans un autre passage, que « cette organisation a décidé de s'appeler ainsi » ; mais elle annonce que les dépêches de l'AFP n'en tiendront pas le moindre compte, et utiliseront désormais « l'organisation État islamique », « le groupe État islamique », ou, si possible, « les djihadistes de l'EI ».

Dans *l'Express* du 18 septembre 2014 (soit deux jours avant l'annonce de l'opération

---

[4] Réponse à une question d'actualité à l'Assemblée nationale, 10 septembre 2014.

[5] <https://making-of.afp.com/couvrir-l-etat-islamique> (publié le 17 septembre 2014, consulté le 31 mai 2016).

Chammal), Christian Makarian, directeur délégué de la rédaction, écrivait :

*E.I. est la pire des appellations, ce n'est ni un État — ils détruisent toutes les institutions assimilées et tuent sur place les fonctionnaires et militaires — ni islamique — ils tuent en majorité et en priorité des musulmans. Les nommer État islamique, c'est servir leur propre propagande, qui voudrait les faire passer pour un califat ou un État transfrontalier d'un nouveau genre, ce qui a surtout pour but de les distinguer d'Al-Qaïda*<sup>[6]</sup>.

Mais alors, de quoi, de qui parle t-on ? Ou plutôt, pourquoi une telle énergie est-elle consacrée pour affirmer que les « gens » (pour employer cette fameuse catégorie fabiusienne) que l'on s'apprête à bombarder ne sont pas, mais alors surtout pas, constitués en un État ?

## FAIRE LA GUERRE À UN CONCEPT

Un tel unanimité est le signe d'une période de guerre, ainsi que le montrent de nombreux exemples historiques. Aveuglement et servilement, l'ensemble de la presse a appliqué les directives du gouvernement, au point que, surtout à partir des attentats de janvier 2015, le mot « Daech » est devenu des plus banals, et suffit pour terroriser les enfants qui rechignent à manger leur soupe. D'ailleurs,

---

[6] *L'Express*, 18 septembre 2014.

comme le disait si bien Christiane Taubira elle-même dans *le Monde* en octobre 2015,

*La guerre des mots est intrinsèque aux situations de conflit, à leur dimension psychologique qui, par la communication, permet d'obtenir l'adhésion ou de provoquer la démoralisation*<sup>[7]</sup>.

Il existe une raison fort triviale au déni de la qualification d'État aux « égorgeurs de Daech » : c'est que, si on les considérait comme un État authentique, il conviendrait de se plier à de nombreuses règles, conventions internationales, « usages de la guerre ».

Ainsi, on n'a par exemple pas le droit de torturer des prisonniers de guerre, bien que le scandale des tortures pratiquées dans la prison d'Abou Ghraïb par l'armée américaine prouve qu'il est toujours possible de prendre des libertés avec les règles internationales<sup>[8]</sup>.

Lorsqu'on affronte des « combattants », on peut les tuer, mais en suivant certaines règles, en particulier les conventions de Genève (bien sûr, là aussi, les États se permettent des entorses, comme le montrent les bombardements au phosphore blanc sur Falloujah en novembre 2004). Mais un « terroriste », par définition, « se cache parmi les populations

---

[7] *Le Monde*, 19 octobre 2015.

[8] Les prisonniers d'Abou Ghraïb étaient en général qualifiés de « prisonniers de guerre ennemis » (*enemy prisoners of war*), et non de « prisonniers de guerre » (*prisoners of war*), petite différence permettant ensuite les tortures que l'on sait.

civiles » ; pour le « neutraliser », il faut donc bien bombarder ces mêmes populations civiles.

La notion de « guerre au terrorisme » rend confuse la séparation des prérogatives des institutions militaires et juridiques. De l'aveu même de certains de leurs membres, on serait en pleine « zone grise ». Ainsi,

*Nos repères se brouillent, alors que nous nous référons à un système de droit qui distingue traditionnellement état de paix et état de guerre, droit pénal et droit de la guerre, combattants et non-combattants*<sup>[9]</sup>,

note le chef d'état-major des armées Pierre de Villiers. Des débats ont eu lieu après la mort annoncée d'un « terroriste » français sous les bombes françaises le 24 décembre 2015 : en effet, cette action était manifestement illégale. De similaires polémiques ont eu lieu au Royaume-Uni.

Au reste, le comportement des forces de police sur le territoire français après les attentats, de janvier comme de novembre, a bien montré que, si un « terroriste » relève du droit pénal, et qu'il est censé avoir droit à un procès « équitable », dans les faits on tire à vue, et on ne se soucie guère des « victimes collatérales<sup>[10]</sup> ».

---

[9] « Face à l'EI, l'armée française dans les « zones grises » du droit », *le Monde*, 4 novembre 2015.

[10] Les personnes évacuées brutalement de l'immeuble de Saint-Denis totalement détruit lors de l'assaut du 18 novembre, certaines avec des blessures par balles, n'ont pour la plupart pas été relogées ; certaines ont été placées en garde à

En tous cas, ambiance martiale oblige, la ministre de la Justice s'est volontiers dessaisie de certaines de ses prérogatives au profit de son collègue de la Défense :

*Le droit de la guerre instauré par l'Europe puis les Nations unies concerne les prisonniers, les combattants, les réfugiés [sous-entendu : pas les terroristes, NDA]. Ce droit prévoit un régime de sanctions et d'imprescriptibilité pour les crimes de guerre et crimes contre l'humanité. La justice ne perd pas ses droits et obligations, mais la riposte à ce terrorisme, telle qu'organisée, répond à une nécessité militaire que l'on ne peut ignorer<sup>[11]</sup>.*

Cet intérêt de disqualifier son adversaire, l'administration Bush l'avait bien vu, en son temps, qui inaugura, avec l'éclat que l'on sait, le concept de *war on terror*. Au cours de celle-ci, en lieu et place de « gens », c'est bien un concept que l'on bombarde, pardon, que l'on frappe. Hollande, dans la frénésie patriotique consécutive aux attentats de janvier 2015, déclara tout de go, mais sans grande inventivité, la « guerre au terrorisme », que la France pratiquait déjà sur le continent africain.

Il reste à noter que si une guerre contre un État doit s'achever par un cessez-le-feu, un traité de paix, une annexion, etc., on peut en revanche craindre que la guerre contre un

---

vue, en centre de rétention, ont reçu des obligations de quitter le territoire français (OQTF).

[11] « Face à l'EI, l'armée française... », *art. cit.*

concept ne soit, elle, pas près de se terminer. D'ailleurs, ainsi que le montre l'Histoire récente, plus on guerroye contre ce concept, plus il se renforce. On a donc affaire à un processus auto-reproducteur : les motifs de guerre sont fournis par la guerre elle-même.

S'octroyer, à soi-même, de la part de « Daech », le titre d'« État », relève en tous les cas, du point de vue occidental, de la dernière arrogance. En effet, les démocraties occidentales ont l'habitude de s'arroger le droit d'assigner le terme « État » à qui leur chante. C'est ainsi que, pour prendre un exemple de l'Histoire récente, et géographiquement proche de notre sujet, l'État d'Israël a été reconnu comme souverain dès 1948 par l'ensemble de la soi-disant « communauté internationale », alors que le peuple palestinien n'a eu droit qu'à une « Autorité palestinienne », et ce seulement à partir de 1994. Un État palestinien a beau avoir été déclaré par l'Organisation de libération de la Palestine dès 1988, il n'est reconnu que comme « État observateur non-membre de l'ONU » depuis septembre 2012.

L'autre partie de « l'argumentaire » relève de la même logique : lorsque Fabius refuse la « confusion entre islam, islamisme, musulmans », c'est toujours lui qui décide, pour les autres, de ce qui est « islam » et de ce qui ne l'est pas, alors même que l'on peut douter de ses connaissances à ce sujet. Il en va de même lorsque le

premier ministre Valls s'autorise à fustiger « une minorité salafiste » qui « gagne[rait] la bataille idéologique en France », et qu'il menace sans la moindre gêne d'une « réponse autoritaire »<sup>[12]</sup>. La « confusion » que chercherait vertueusement à éviter le gouvernement, c'est lui-même qui l'institue par le biais de l'état d'urgence, d'une forme extrêmement violente d'islamophobie d'État et de manière générale par la ségrégation sociale dont sont victimes les musulmans, réels ou supposés d'ailleurs. Ceux qui crient à « l'amalgame » sont bien souvent ceux que de tels amalgames servent politiquement.

Il faut toutefois remarquer, concernant la sémantique, que le vent tourne depuis peu. Les critiques sont venues de la droite (Fillon<sup>[13]</sup>, Sarkozy), puis ont contaminé les socialistes eux-mêmes. La guerre s'intensifiant, il devient nécessaire d'affirmer que ce ne sont plus quelques groupes épars, mais un véritable État qui nous aurait « déclaré la guerre ». Il faudrait savoir !

Il faut dire un mot encore de cette dernière mystification : si l'on en croit le gouvernement, les « terroristes » auraient « déclaré la guerre » à

---

[12] Voir par exemple *le Monde* du 5 avril 2016.

[13] « *Je refuse de l'appeler "Daech" qui n'est que l'acronyme arabe de l'État islamique en Irak et au Levant. C'est encore une manière de ne pas nommer notre adversaire, de ne pas en prendre la dimension, de faire croire aux Français que c'est une organisation terroriste comme les autres, alors qu'il est aux portes de Damas et à portée de canons de Bagdad, prêt à réaliser son rêve de califat.* » Discours à Montluçon, le 20 novembre 2015.

la France en commettant des attentats sur son sol. Or, comme le remarque Christine Delphy :

*Au départ, le 13 novembre, Hollande a annoncé les attentats comme des attaques terroristes de Daech : « Nous sommes attaqués » a été le premier mensonge, le mensonge fondateur de toute cette période (...) Depuis le 27 septembre très exactement en Syrie, depuis l'automne 2014 en Irak, la France bombarde, en tant que membre d'une coalition comprenant les USA, l'Arabie saoudite, le Qatar et quelques autres États du Golfe<sup>[14]</sup>.*

La France n'était pas moins en guerre la veille des attentats qu'elle ne l'a été le lendemain. Comme on le verra plus loin, elle est le pays du monde engagé sur le plus grand nombre de fronts, tout cela bien sûr au nom et dans le cadre de la « guerre au terrorisme ».

Aux États-Unis, le débat a plutôt eu lieu entre les partisans de l'acronyme ISIL (*Islamic State in Irak and the Levant*), au premier rang desquels le président Obama en personne, et ceux de l'acronyme ISIS (*Islamic State in Irak and Syria*). On a reproché au président que, si l'on dit *Levant* pour la Syrie, il faudrait dire *Mesopotamia* pour l'Irak, par exemple.

Chacun jugera de la valeur de cet argument ; en tout cas, il semble qu'Obama ait pris

---

[14] Christine Delphy, « Contre la guerre », <https://delphysyllepse.wordpress.com/2016/01/22/contre-la-guerre> (consulté le 31 mai 2016).



l'habitude sémantique de parler de *Levant* avant l'élargissement des bombardements américains à la Syrie, à un moment où il ne voulait surtout pas entendre parler d'intervenir en Syrie pour mettre à bas le régime de Al-Assad (il est tout de même prix Nobel de la Paix), et donc où il avait tout intérêt à ne pas insister sur la composante *Syria* du sigle ISIS... On voit bien l'importance des détails, dans l'organisation d'une bonne propagande.

Coté « monde arabe », la chaîne de télévision Al-Arabiyya, basée en Arabie saoudite, fidèle alliée des États-Unis, emploie le vocable « Daech » ; quant à Al-Jazeera, la chaîne de télévision du Qatar, elle préfère « État islamique »... On rappellera que le calife lui-même, lors de la proclamation du califat le 29 juin 2014, utilisait l'expression *al-dawla al-islamiyya*, que l'on traduit généralement, malgré quelques polémiques sur le sens de *dawla*, par « État islamique ».

Enfin, il se raconte que les autorités de l'État islamique elles-mêmes auraient menacé de « couper la langue » de ceux qu'elles surprendraient à utiliser l'acronyme péjoratif<sup>[15]</sup>. Il va de soi que cette « information » est invérifiable, et qu'elle a sa place parmi les arguments de pure propagande (en ceci qu'elle doit nous inciter à employer, nous aussi, l'expression « Daech », pour prouver notre courage).

---

[15] Rapporté par *le Point*, 22 septembre 2014.

En tout cas, pour ce qui est des « caractéristiques d'un État » dont serait dépourvu « Daech », elles semblent assez difficiles à identifier. Taubira, dans l'entretien au *Monde* déjà cité, affirmait qu'

*Aujourd'hui, nous sommes confrontés à ceux qui étaient au début des hordes de terroristes. Ils ont conquis de vastes territoires, pris le contrôle de ressources, disposent de solides moyens logistiques et financiers, affichent via Internet des discours de propagande et d'endoctrinement, une stratégie militaire et des objectifs de destruction.*

En droit international (dont on a certes vu qu'il était facile et courant de se passer), le concept d'État est régi par la convention de Montevideo (1933), qui stipule :

*Article premier.*

*L'État comme personne de droit international doit réunir les conditions suivantes :*

- I. Population permanente.*
- II. Territoire déterminé.*
- III. Gouvernement.*
- IV. Capacité d'entrer en relations avec les autres États. (...)*

*Article 3.*

*L'existence politique de l'État est indépendante de sa reconnaissance par les autres États<sup>[16]</sup>.*

Alors ? État ou pas État ?

---

[16] *Convention concernant les droits et devoirs des États, adoptée par la septième Conférence internationale américaine. Signée à Montevideo, le 26 décembre 1933.*

## Est-ce un État ?

La terreur dans laquelle sont plongés les dirigeants des États occidentaux à l'idée que le « califat de la barbarie » puisse leur être comparé permet de supposer que la chose est possible : on comprend dès lors les efforts déployés pour s'en distinguer.

Or, il ne suffit pas de répéter sans cesse que « Daech » n'est pas un État pour que ce soit vrai, du moins on ne peut pas s'en contenter. Il convient d'étudier ce qu'est l'État islamique matériellement, quelles sont ses pratiques, etc., et non nous bercer de mots.

Les sources, en la matière, sont peu fiables. La plupart des sources « secondaires » se réfèrent à de rares sources « primaires », à l'authenticité souvent douteuse, qu'elles soient issues de la propagande de l'État islamique ou de celle des États de la coalition. Néanmoins, à force de recoupements, et en conservant la plus grande prudence, on peut tout de même se figurer assez bien la structure de « Daech » ; ainsi déjà tombe l'idée d'un « mystère », de « secrets bien gardés »<sup>[17]</sup>.

---

[17] Sauf mention contraire, la plupart des renseignements qui suivent sont tirés de : Olivier Hanne, Thomas Flichy de la Neuville, *L'État islamique, anatomie du nouveau califat*, Bernard Giovanageli éditeur, 2015 ; Pierre-Jean Luizard, *Le Piège Daech, l'État islamique ou le retour de l'Histoire*, La Découverte, 2015 ; Le second ouvrage est nettement meilleur que le premier, dont les sources sont peu claires et l'idéologie douteuse. Aussi ce qui en est extrait doit-il être considéré avec précaution. Citons

## GOUVERNEMENT ET APPAREIL BUREAUCRATIQUE

Le calife Ibrahim, de son vrai nom Abou-Bakr Al-Baghdadi, est à la tête d'une « chaîne de commandement décentralisée »<sup>[18]</sup>. Il y aurait sept « ministres ». L'organisation serait en outre dédoublée, entre une partie irakienne sous le contrôle d'Abou Muslim al-Turkmani (ancien dirigeant des services de renseignements du parti Baas), et une partie syrienne dirigée par Abou 'Ali Al-Anbari (ancien général). Le premier, tué par un drone en août 2015, aurait été remplacé ; le second serait à présent en Libye.

L'institution centrale de ce « gouvernement » est le *majlis al-shûrâ* (Conseil). Ses fonctions semblent être de tous ordres, politiques, militaires, religieuses. Les *wilaya* (régions) sont chacune dirigée par un émir. Dans chaque *wilaya*, on trouve une *katiba* (compagnie) de l'Armée islamique d'Irak.

De nombreux fonctionnaires irakiens, baasistes réels ou supposés, ont été purement et simplement limogés après l'invasion américaine de 2003, quand ils n'ont pas été emprisonnés.

---

encore : « Vie locale et concurrence de projets politiques dans les territoires sous contrôle de l'opposition, des djihadistes et des Kurdes en Syrie », octobre 2014, étude réalisée par Frantz Glasman pour la Délégation aux Affaires stratégiques du ministère de la Défense.

[18] Alain Rodier, « Irak/Syrie : Daesh, comment ça marche ? », note d'actualité n°396, juin 2015, Centre français de recherche sur le renseignement, <http://www.cf2r.org/fr/notes-actualite/irak-syrie-daesh-comment-ca-marche.php> (consulté le 31 mai 2016).

Ces fonctionnaires désœuvrés ont constitué la base de la bureaucratie du califat.

## ARMÉE

L'Armée islamique d'Irak s'est rendue célèbre par ses succès. Les chiffres, comme il faut s'y attendre, varient de quelques milliers d'hommes à 200 000. Il faut donc certainement en supposer quelques dizaines de milliers<sup>[19]</sup>. Ces soldats sont payés. La solde aurait été « divisée par deux » en janvier 2016, annoncent fièrement les Occidentaux<sup>[20]</sup>, qui y voient un succès éclatant des bombardements. Elle atteindrait environ 200 dollars<sup>[21]</sup>.

La presse occidentale parle volontiers de « mercenaires » ; qu'entend-on par là ? Sans s'appesantir sur cette question, il faut rappeler que la Convention de Genève définit les mercenaires comme étant non-ressortissants d'une partie en conflit, (ce qui pose précisément, ici, le problème de la nature de l'État islamique — peut-il avoir des « ressortissants » ?) ; et comme

---

[19] Le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, annonçait pour sa part 35 000 combattants dont 12 000 étrangers (*le Figaro*, 21 janvier 2016). Dans la même déclaration, il annonçait le chiffre « sans doute un peu approximatif » de 22 000 tués par les bombes de la coalition.

[20] Par exemple *le Figaro*, 22 janvier 2016.

[21] Cependant, Samuel Laurent annonçait 250 dollars en 2014, ce qui n'est pas le double (Samuel Laurent, *L'État islamique*, Seuil, 2014, cité par Olivier Hanne, Thomas Flichy de Neuville, *op. cit.*).

ne prenant part au conflit qu'en vue d'acquiescer « une rémunération matérielle nettement supérieure à celle qui est promise ou payée à des combattants ayant un rang et une fonction analogues dans les forces armées de cette Partie<sup>[22]</sup> ». Or, nulle source n'évoque de différence de solde entre des troupes « régulières » et des « mercenaires ». On en vient à penser que le terme de mercenaire n'est employé que pour, une fois encore, disqualifier l'adversaire, et surtout pour lui retirer le statut de combattant, la même Convention spécifiant bien qu'« un mercenaire n'a pas droit au statut de combattant ou de prisonnier de guerre<sup>[23]</sup> ».

On parle en tout cas de milliers d'étrangers djihadistes. À ce propos, on entend beaucoup parler des Occidentaux, mais il sont nombreux à affluer du Pakistan, d'Afghanistan, comme de Jordanie, d'Arabie saoudite, de Tunisie, de Tchétchénie, etc.

Une bonne partie de cette armée est constituée d'anciens soldats irakiens, plusieurs dizaines voire centaines de milliers d'entre eux (dont presque tous les officiers) s'étant retrouvés sans emploi après l'invasion américaine de 2003, dans le cadre du processus de débaasification (nous y reviendrons). D'autre part, il semble qu'un certain nombre des

---

[22] Article 47 du Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I), 8 juin 1977.

[23] *Ibid.*

milices tribales du *Sahwa* (« réveil »), dissoutes par le gouvernement de Nouri Al-Maliki, premier ministre d'Irak de 2006 à 2014, aient fini par rejoindre les forces du califat (nous y reviendrons aussi). Il faut rappeler que l'Irak en situation de guerre civile quasi-ininterrompue depuis 2003 (et la Syrie depuis fin 2011), ce qui permet de se faire une idée de la militarisation de la société.

Quant à l'armement, il semble qu'il soit abondant et d'assez bonne qualité. De grandes quantités de matériel ont été prises aux armées irakienne et syrienne (quelques dizaines de chars, trois mille véhicules blindés Hummers, des canons, et même des missiles Scud qui ont une portée de quelques centaines de kilomètres).

La tactique a rapidement évolué, du pur terrorisme à la guerre conventionnelle, en passant par la guérilla urbaine. Jusqu'à l'automne 2014, c'est-à-dire pendant sa phase d'expansion « fulgurante », l'Armée islamique d'Irak adoptait une tactique de guerre-éclair, ses offensives étant précédées ou accompagnées d'attentats suicides, et préparées par des opérations d'infiltration, d'intoxication, etc., dans lesquelles certains croient identifier le style du parti Baas, lui-même formé autrefois par la Stasi, le service de renseignement d'Allemagne de l'Est.

Depuis le début des bombardements, et particulièrement depuis leur intensification après novembre 2015, on annonce régulièrement

l'État islamique « en déroute ». Il a certes perdu le contrôle des villes importantes de Ramadi, en Irak, en janvier 2016, et plus récemment de Palmyre en Syrie<sup>[24]</sup>, mais contrôle toujours un territoire important, avec des bases solides. Des offensives sont en cours, en particulier à Deir-ez-Zor, au nord-ouest de la Syrie, dont quelques faubourgs sont contrôlés par « Daech », malgré les bombardements russes.

## POLICE ET JUSTICE

L'État islamique fait de considérables efforts pour montrer à la face du monde qu'il administre bien les territoires qu'il contrôle, en particulier sous les aspects de la police et de la justice. L'enjeu de cette propagande est de démontrer que la conception « islamique » de ces institutions n'a rien à envier à la conception « occidentale ».

Ainsi le principal dispositif (*al-idâra al-char'yya*) contrôle la *hisba*, sorte de police des mœurs. Cette appellation fait référence aux forces du califat abbasside (VIII<sup>e</sup>–XIII<sup>e</sup> siècles) chargées de contrôler la légalité des contrats, les poids et mesures, la conformité des affaires avec les textes sacrés, la morale publique, etc.,

---

[24] Jean-Pierre Filiu remarque cependant que « *cette "libération" est le symbole même du seul avenir qu'ils offrent tous deux [Assad et Poutine] au peuple syrien : la restauration de la dictature, présentée comme unique alternative à l'horreur jihadiste.* », <http://filiu.blog.lemonde.fr/2016/03/25/palmyre-une-liberation-en-trompe-loeil/>, 25 mars 2016 (consulté le 31 mai 2016).



qui étaient progressivement devenues une sorte de milice personnelle des califes, avec des fonctions de répression politique. L'État islamique a mis en avant la branche féminine de cette *hisba* ; mais il est difficile d'en évaluer la véritable puissance.

Il semble que les fonctions de la *hisba* correspondent à celles énumérées ci-dessus, avec également la surveillance des *dhimmi*, les « gens du Livre » non-musulmans, c'est-à-dire juifs et chrétiens, « protégés » par une sorte de pacte, mais soumis à un impôt spécifique, la *djizya*.

Est affilié à la même administration le Bureau de la prédication (*maktab al-da'wa*) dont nous parlerons plus bas.

Il existe cependant une police beaucoup plus « conventionnelle », chargée des tâches habituelles de cette institution, ainsi que de la garde des prisonniers, voire de la répression des manifestations (comme à Raqqa en mai-juin 2013). Ses effectifs sont inconnus.

En février 2016, après, selon les sources, le tabassage d'une femme ou des distributions de nourriture inéquitables, une révolte contre la *hisba* a eu lieu, menée par des « milices tribales ». Il y aurait eu deux jours de combats. Les insurgés ne bénéficiant pas du soutien des forces de sécurité irakiennes, sur lequel ils comptaient vraisemblablement, ils ont été écrasés<sup>[25]</sup>. Il n'en reste pas moins que cet

---

[25] « Is the Islamic State losing its grip on Fallujah ? », *The Washington Post*, 20 février 2016.

événement témoigne de l'existence de mouvements de résistance organisés contre l'État islamique.

Quant à l'organisation juridique, elle repose sur les tribunaux islamiques (*al-mahâkim al-char'yya*). Ceux-ci rendent une justice sévère, s'appuyant sur les châtiments corporels, la peine capitale. Il existe ainsi un bureau réservé à la répression interne des militants djihadistes soupçonnés de racket ou autre. D'autre part, lors de la prise d'une ville, on exécute publiquement les anciens fonctionnaires corrompus. La propagande de l'État islamique insiste lourdement sur le fait que la criminalité et la délinquance auraient considérablement diminué sinon disparu.

En somme, l'État islamique est un État fortement répressif qui rappelle sous certains aspects l'Arabie saoudite<sup>[26]</sup>.

## ÉCONOMIE

Les informations sont fragmentaires, difficilement vérifiables, certainement marquées, plus qu'ailleurs peut-être, par l'opposition idéologique. Cependant, de l'avis général, l'État islamique a une économie fort bien structurée, à laquelle une attention soigneuse

---

[26] À qui, en tant qu'alliée, on ne reproche pas les 47 décapitations du 2 janvier 2016, pas plus que l'application, par des institutions analogues à celles de « Daech », de la même *char'yya*, ou presque.

est portée. Le budget serait d'environ 2,5 milliards de dollars<sup>[27]</sup>.

On a évoqué le fameux « trésor de guerre » sur lequel « Daech » aurait fait main basse lors de la prise de Mossoul, estimé à quelques centaines de millions de dollars. Il paraît évident que des financements externes constituent une part importante (quoique peut-être de moins en moins) des revenus.

Cette « organisation terroriste » contrôle un territoire fort vaste, d'environ 300 000 km<sup>2</sup>, quoique désertique en partie ; et tient sous sa coupe une population d'environ dix millions d'habitants. Mossoul, par exemple, comptait environ deux millions et demi d'habitants en 2008 ; c'est la deuxième ville d'Irak.

### **Le pétrole**

Le califat contrôlerait 60 % de l'extraction du pétrole syrien et surtout 15 % de l'irakien, essentiellement dans les zones kurdes, où les gisements étaient sous contrôle des firmes américaines, et la province d'Al-Anbar, où ils étaient sous contrôle des firmes chinoises. L'exploitation, la circulation et le commerce des produits pétroliers irakiens ont été complètement bouleversés depuis l'invasion américaine

---

[27] Les sources se réfèrent elles-mêmes pour la plupart à une source unique : « The Islamic State (IS) : how the richest terrorist organization in the world funds its operations », étude menée en 2014 pour l'agence de presse Thomson Reuters. Il y a lieu de la mettre en doute ; de plus les choses ont beaucoup changé depuis quelques mois.

(et, déjà, pendant l'embargo). Une concurrence féroce s'est engagée entre les firmes pour l'appropriation des gisements et des infrastructures. Ainsi, des conflits assez durs ont eu lieu entre le gouvernement autonome du Kurdistan irakien et le gouvernement central, le premier négociant directement avec les firmes américaines, au courroux du second<sup>[28]</sup>. Il semble qu'aujourd'hui tout ce petit monde s'accommode de la situation (à part, certainement, le gouvernement irakien), chacun ayant intérêt à « fluidifier » la circulation du pétrole, le maintien de son extraction, l'évitement de la taxation, etc.

L'État islamique a contrôlé trois raffineries, que les bombardements auraient détruites. Cependant, on parle de nombreuses installations artisanales et mobiles de raffinage. On évoque, selon les sources, une production de 10 à 20 millions de barils par an. C'est très peu en regard de ce qui prévalait : ainsi la production irakienne était en 2010 de 2 millions de barils par *jour*, et celle de la Syrie de 358 000 barils par jour également<sup>[29]</sup>. Néanmoins cela assure un substantiel revenu, dont l'évaluation est évidemment difficile étant donné qu'on parle principalement de marché noir<sup>[30]</sup>.

---

[28] Voir Loïc Simonet, « Les hydrocarbures du Kurdistan irakien, au cœur de l'imbraglio régional », *Géoeconomie* n°74, 2015.

[29] *BP Statistical Review of World Energy*, juin 2015.

[30] Ce qui n'empêche pas l'agence Thomson-Reuters de donner le chiffre fort précis de 1 095 millions de dollars

Ce marché noir semble fort bien structuré. Il remonte au moins aux années 1990, quand l'Irak n'avait pas le droit d'exporter son pétrole, sauf à le troquer contre de la « nourriture », à cause de l'embargo des Nations unies. Concrètement, il s'agit le plus souvent d'une contrebande par camion-citerne (on parle même d'ânes ou de chevaux<sup>[31]</sup>). L'essentiel de la production prend la direction de la Turquie<sup>[32]</sup>, dont on ne rappellera jamais assez la situation d'alliée de l'État islamique : aussi ces colonnes de camions sont-elles une cible privilégiée pour l'aviation russe ; on voit également l'importance, pour cette économie, du contrôle de la frontière turco-syrienne<sup>[33]</sup>.

Le gaz naturel représenterait quant à lui quelques 500 millions de dollars annuels, les

---

pour 2014, soit 38 % exactement du revenu global du califat. Marine Rabreau, dans *le Figaro* du 26 novembre 2015, et « sans entrer dans la bataille des chiffres », parle de 350 à 600 millions de dollars, qui constitueraient 48 % du revenu global, et évoque un prix du baril entre 15 et 45 dollars.

[31] Tristan Leoni, *Califat & barbarie*, novembre 2015, disponible sur le site <http://ddt21.noblogs.org> (consulté le 31 mai 2016).

[32] *La Croix* signalait, le 18 août 2014, « à l'heure actuelle en Turquie une baisse de la consommation chez les grossistes », signe d'un afflux de pétrole de contrebande.

[33] Les forces kurdes du Rojava, ayant au début de l'année 2016 traversé l'Euphrate, et donc menacé ce morceau de frontière, auraient ainsi franchi une « ligne rouge » fixée par le gouvernement turc. Ce dernier a « protesté » auprès des Américains, avant de bombarder massivement les positions kurdes. Voir par exemple « Les Kurdes auront-ils leur Rojava ? », *L'Orient-Le Jour*, 4 février 2016.

mêmes réserves quant à la fiabilité de l'estimation s'appliquant ici. L'État islamique aurait le contrôle du site de production situé à Akkas, proche de Qaim, qui est la plus grosse réserve de gaz naturel d'Irak. Le gaz naturel est beaucoup plus compliqué à extraire et surtout à commercialiser que le pétrole et les produits pétroliers ; et, jusqu'à nouvel ordre en tout cas, les gros trusts gaziers n'osent pas proposer leurs services.<sup>[34]</sup>

En tout état de cause, de l'avis général, la production et la distribution de produits pétroliers par l'État islamique semblent avoir été sérieusement affectées par les bombardements de la coalition, surtout depuis leur accentuation en novembre 2015, et l'entrée en scène de l'aviation russe au même moment.

### **L'agriculture et les autres matières premières**

Le califat porte une attention particulière à l'approvisionnement en nourriture. L'exemple déjà évoqué de la révolte de Falloujah éventuellement causée par le rationnement et une mauvaise gestion des distributions de nourriture montre en effet l'importance d'une telle gestion pour le pouvoir. « Daech » aurait ainsi nationalisé les moulins et les boulangeries. En

---

[34] Voir l'interview de Francis Perrin par le site « d'information » Atlantico, le 6 juin 2015 : <http://atlantico.fr/decryptage/ei-gaz-mais-ne-peut-pas-exploiter-seul-qui-osera-aller-francis-perrin-2225533.html> (consulté le 31 mai 2016).

s'emparant des vallées fertiles, il aurait mis la main sur environ la moitié du blé syrien, sur le tiers du blé irakien. Un contrôle soigneux des prix a été mis en place, de même que l'application de peines exemplaires (exécution) pour spéculation ou accaparement.

Dans la partie syrienne, on produit du coton. Ce coton est destiné à l'export, c'est-à-dire à la Turquie<sup>[35]</sup>.

La production de phosphate, destiné à la fabrication d'engrais, représenterait 10 % des recettes de l'État islamique. Enfin, on rapporte la production de soufre et de ciment.

### **Autres recettes**

Le califat s'enorgueillit de l'existence d'une banque d'État<sup>[36]</sup> ; et, dès 2014, de battre monnaie<sup>[37]</sup>. Sa valeur faciale est sa valeur intrinsèque, c'est-à-dire que, contrairement aux monnaies occidentales, la valeur d'une pièce correspond à son poids en or, argent, cuivre. Autant dire qu'il ne faut pas faire circuler trop de monnaie, sous peine de voir les pièces filer se faire fondre ailleurs.

---

[35] « *Même en supposant que toute la production syrienne (...) passe en Turquie, ce qui est hautement improbable, cela ne représenterait que 5% du coton utilisé* » par ce pays, souligne José Sette [directeur exécutif de l'International Cotton Advisory Committee], qui juge « *injuste* » de ternir la réputation de l'industrie textile turque sur un « *chiffre si petit et vague* ». », rapportait *Libération* le 2 septembre 2015.

[36] Tristan Leoni, *op. cit.*

[37] On trouvera de jolis dessins dans Olivier Hanne, Thomas Flichy de la Neuville, *op. cit.* ; mais nos numismates n'avoient toujours pas leurs sources.

Il est donc assez évident que cette monnaie n'a pas cours, mais le symbole régalien est fort.

Il existe également un système fiscal qui semble fort bien fonctionner. Le fait que les gouvernements occidentaux ne parlent que de « racket » ou d'« extorsion » doit être considéré comme le reste du vocabulaire employé, c'est-à-dire comme de la pure propagande. Au reste, ce qui est là appelé « racket » est ici qualifié d'« impôt » ; on en tirera les conclusions qu'on voudra.

La *zakât*, impôt prévu par les textes religieux (il s'agit d'un des piliers de l'islam), est prélevée par un bureau dédié (*diwân al-zakât*) ; ses conditions de prélèvement sont très précises, et sa vocation officielle est la redistribution aux plus démunis.

À cela s'ajoutent l'impôt sur les *dhimmi* déjà évoqué (la *djizya*), et la *sadaqa* (don volontaire). En outre s'opère une taxation des salaires (5 %), des entreprises, la « protection » des commerces, etc. On a beaucoup écrit sur la taxation de 50 % des salaires versés par le gouvernement irakien, les fonctionnaires traversant la ligne de front une fois par mois pour les toucher. Une telle information est difficile à vérifier, mais on rapporte également que les salaires ne sont pas versés par le gouvernement irakien, ou fort mal, depuis plusieurs années ; donc cette taxation énorme paraît douteuse.



Il faut mentionner encore les rançons des otages. Des sources évoquent des recettes de dix millions de dollars par mois<sup>[38]</sup>.

Enfin, on évoque divers trafics, généralement abominables : esclaves, drogue, organes, œuvres d'art. Il est difficile d'affirmer quoi que ce soit, à part que le commerce de drogue, par exemple, semble être totalement contradictoire avec l'idéologie de « Daech », et que, devant le risque d'une propagande outrancière des États occidentaux, il faut garder la plus grande méfiance.

## SERVICES PUBLICS

On insiste plus rarement sur la politique sociale de l'État islamique, et pour cause, puisqu'il s'agit de présenter un monstre, et non un État. Or elle existe ; il est d'ailleurs évident que la terreur et l'oppression pures n'ont guère de chance de fonctionner seules.

Lors de la prise de Palmyre, les services de propagande de « Daech » ont montré des exécutions, puis, aussitôt ensuite, l'intervention de techniciens réparant les réseaux électriques et ceux d'Internet. C'est dire l'importance accordée au maintien des services de base : c'est le rôle de l'*idâra khadamât al-muslimîn* (administration des services aux musulmans).

---

[38] Christine Duhaime, *Terrorist Financing and the Islamic State*, 2015.

Cette administration s'occupe de construire et entretenir, ou réparer, les infrastructures, routes, champs pétrolifères, barrages, réseaux électriques, centrales électriques, ponts, etc. Elle semble remplir ce rôle assez efficacement, ce qui est à la fois une garantie de stabilité et de revenus. On mentionne encore, pèle-mêle, les transports publics, les services postaux, les écoles, les dispensaires, les structures d'approvisionnement en eau potable, etc. ; en somme, rien que de très normal pour un État.

Le volet « services sociaux » recouvre un champ assez vaste d'activités : de l'aide humanitaire (y compris par le biais d'ONG tolérées) à l'ouverture d'agences pour l'emploi. Certaines opérations ont été sur-médiatisées : ainsi les campagnes de vaccination, menées par les forces armées, ou encore les distributions quotidiennes de nourriture aux plus pauvres et aux réfugiés.

De la même manière ont été fort relayées les parties de football organisées par des djihadistes. Ces manifestations, comme d'autres à caractère religieux, sont mises en œuvre par le Bureau de la prédication déjà évoqué. Il semble que de la nourriture soit souvent distribuée lors de tels événements.

La redistribution d'une partie du revenu public au profit des plus pauvres est avérée : on évoque des allocations annuelles de 250 dollars ; des subventions au mariage et

à l'enfantement ; de fréquentes distributions exceptionnelles d'argent ou de denrées.

Le volet éducatif de la politique de « Daech » montre lui aussi une attention particulière portée à ce secteur. Les écoles restent ouvertes (y compris pour les filles) ; les programmes semblent avoir été importés directement d'Arabie saoudite. On relate le maintien d'un enseignement supérieur, y compris scientifique. Toutes ces précisions sont apportées pour contreenir à l'idée largement véhiculée d'un état de barbarie et d'« obscurantisme ».

## PROPAGANDE

Renouvelant l'héritage d'Al-Qaida, l'État islamique a montré sa grande maîtrise des médias.

Les vidéos des « exactions », massivement diffusées, sont le volet le plus célèbre. Leurs motivations ont été longuement débattues par de nombreux « experts » ; bornons-nous à résumer qu'au-delà des fonctions de pure terreur, c'est-à-dire d'un rôle militaire, cet aspect de la propagande vise au maintien et à l'entretien de l'antagonisme avec les États occidentaux : ces derniers ne peuvent rester immobiles face à la médiatisation des massacres de leurs propres ressortissants ; ils sont poussés à intervenir militairement ; cette intervention militaire, à son tour, alimente la propagande du califat

et lui procure de nouveaux soutiens (économiques, humains).

L'autre volet de la propagande des « djihadistes » est religieux (politico-religieux, pourrait-on dire si ces deux notions ne s'enchevêtraient pas). On y insiste sur la disparition du « vice », l'élimination des impies, le triomphe prochain sur les « Croisés », avec un message millénariste annonçant la fin des temps, la bataille finale étant supposée se dérouler en Syrie, etc.

Les services de communication sont organisés autour de quelques structures : le label Al-Furqan Media Production se charge du tournage, du montage, de la post-production et de la diffusion des célèbres vidéos. Les revues *Dabiq* et *Al-Hayat*, traduites dans de nombreuses langues, sont les principaux organes de presse internationaux. À tout ceci s'ajoutent de nombreux sites Internet, contrôlés plus ou moins directement par l'État islamique.

## CONTINUITÉ DANS L'APPAREIL D'ÉTAT

Au-delà de tous les détails, à l'authenticité souvent douteuse, on peut affirmer que l'État islamique assoit sa domination sans rupture majeure avec la période précédente. Les exécutions et les massacres constituaient déjà des pratiques « habituelles » en Irak et en Syrie avant la prise de contrôle par « Daech » (ce qui n'excuse rien, évidemment). On peut même penser

qu'une bonne partie de la population voit une amélioration de leur situation « sécuritaire »<sup>[39]</sup>. En effet, les forces de sécurité irakiennes, et plus encore les milices chiites se sont rendues célèbres pour leur grande violence anti-sunnite ; de même, en Syrie, la brutalité du régime de Bachar Al-Assad est grande.

En tout état de cause, il faut souligner une continuité, dans la plupart des domaines. L'économie ne s'interrompt pas, c'est là un des soucis principaux du nouveau régime. Il est vrai qu'il s'agit d'une économie de guerre. Mais l'attention apportée, par exemple, à l'entretien des infrastructures routières ou de fourniture d'énergie, est propre à tous les États, « barbares » ou non.

Si l'on tient l'État comme « le capitaliste collectif en idée<sup>[40]</sup> », c'est à dire comme l'institution encadrant et favorisant, y compris avec des visions de long terme, le développement « harmonieux » de l'économie capitaliste, éventuellement au détriment momentané des capitalistes pris isolément, alors on doit convenir que le califat appartient à cette catégorie.

Toutefois, il convient d'apporter quelques nuances : il est en effet difficile, sinon impossible, de parler d'une bourgeoisie irakienne, ou syrienne, au sens habituel de « propriétaire des moyens de production » ; ces derniers étaient

---

[39] C'est la thèse de Pierre-Jean Luizard, *op. cit.*

[40] L'expression est de Friedrich Engels in *L'anti-Dühring*, Éditions sociales, 1973.

propriété de l'État, qui maintenait l'ordre en distribuant une partie de la rente pétrolière (particulièrement en Irak) ; le contrôle de l'économie était l'apanage de la bureaucratie et de l'armée. En quelque sorte, ces catégories *jouaient le rôle* de la bourgeoisie dans un État comme l'Irak baasiste. En Irak, le secteur privé n'a jamais représenté plus de 10 % de l'économie, jusqu'à l'invasion américaine en 2003. La bureaucratie détenait, collectivement, l'essentiel du capital.

Or, cette bureaucratie (de même que l'armée) a été jetée à bas par l'invasion américaine de 2003, et en Syrie, elle a volé en éclats dès le début de la guerre civile. L'État islamique a donc représenté, particulièrement pour l'ancienne élite irakienne déchue, l'occasion rêvée de retrouver son rôle, son pouvoir, et son contrôle du capital ; c'est ce qui explique son ralliement massif, manifeste dans la proportion des dirigeants connus de « Daech » qui sont issus de la haute administration baasiste<sup>[41]</sup>.

---

[41] On se référera à l'interview de Nicolas Dessaux, diffusée le 20 novembre 2015 par le site Internet de l'Initiative communiste ouvrière (<http://communisme-ouvrier.info/?Qu-est-ce-que-l-Etat-islamique>, consulté le 31 mai 2016).

## La question des frontières et de l'État-nation

Il semble que « Daech » a l'essentiel des caractéristiques que la « communauté internationale » exige d'un État. Pourtant, on ne lui décerne pas ce titre. Pourquoi ?

« Il n'a pas de frontière »<sup>[42]</sup> semble être l'argument déterminant. Voilà qui en dit long sur l'importance obsessionnelle de la doctrine occidentale (de l'OTAN) dite de *l'intangibilité des frontières* des parties du monde qui sont sous sa coupe.

Il est vrai que le 11 juin 2014, l'État islamique a annoncé, par le biais de ses fameuses vidéos, la suppression de la frontière Irak-Syrie. Un mur de sable a effectivement été rasé au bulldozer.

Par ailleurs, la proclamation d'un califat s'impose comme celle d'une forme transnationale de souveraineté ; les groupes d'idéologie proche sont vivement incités à faire allégeance au calife, ce que font certains d'entre eux, comme Boko Haram, basé au nord du Nigeria,

---

[42] « Il ne constitue en rien un nouvel État, puisqu'il rejette la notion de frontière et se passe largement d'institutions », affirmait ainsi Peter Harling dans « État islamique, un monstre providentiel », *le Monde diplomatique*, septembre 2014, un article point trop mauvais. Mais l'antienne est répétée dans à peu près tous les articles de tous les journaux de la galaxie.

ou certains groupes libyens, notamment Ansar-al-Charia<sup>[43]</sup>).

Revenons brièvement sur l'histoire de cette institution.

## LE CALIFAT

Le califat est une institution née à la mort du prophète, en 632. Ses successeurs (*khalīfan*), AbouBakr, 'Umar, 'Uthman, 'Ali (les *rāshidūn*, c'est-à-dire les « bien-guidés ») prennent le titre de califes. La référence des mouvements islamistes à ces « pieux ancêtres » (*salaf*) est permanente.

Après la mort de 'Ali s'établit la dynastie omeyyade, dont les souverains conservent le titre de calife ; il en va de même lorsqu'elle est renversée en 750 au profit de la dynastie abbasside. Cette période (750–945) correspond à une sorte d'« âge d'or » califal, réel ou imaginaire, auquel on se rattache idéologiquement pour prouver l'authenticité de ses vues, la radicalité de sa foi, la force de sa piété, etc.

Par la suite, les Abbassides s'affaiblissent, perdent la réalité du pouvoir, tant et si bien qu'on voit l'émergence de trois califats concurrents : abbasside à Bagdad jusqu'en 1258,

---

[43] La querelle entre les « franchises » d'Al-Qaida et de l'État islamique s'appuie sur ces allégeances et contre-allégeances. Ainsi le Jabhat al-Nosra (Front de la victoire), en Syrie, a affirmé son allégeance à Al-Qaida, après avoir été « reconnu » unilatéralement par l'État islamique. Une séquence analogue a eu lieu avec le mouvement Al-Mourabitoune, au Sahel.



fatimide en Égypte (909–1171), et omeyyade à Cordoue (756–1031). L'institution califale perdure ensuite, souvent dépourvue de toute réalité de pouvoir, sinon symbolique, à travers les siècles, jusqu'au 101<sup>ème</sup> calife, l'ottoman Abdülmecit II, déposé en 1924 par Atatürk.

Certains leaders essaient alors, en pure perte, de s'autoproclamer califes : notamment le chérif de La Mecque Hussayn Ibn-‘Ali, ou le roi d’Égypte Fouad 1<sup>er</sup>. Il faut attendre la proclamation, le 29 juin 2014, du nouveau califat, pour voir exister à nouveau cette institution<sup>[44]</sup>.

Le calife est supposé appartenir à la tribu des Quraych, celle du prophète lui-même. Coup de chance : il paraît que c’est le cas d’AbouBakr Al-Baghdadi, *alias* calife Ibrahim. Cette filiation plus ou moins légendaire assoit un peu plus encore la légitimité de notre homme. De même, à l’imitation de ses pieux prédécesseurs, le calife actuel est réputé être un grand connaisseur des Écritures. Il serait diplômé d’une université religieuse de Bagdad, puis aurait été mufti à Falloujah, avant de s’engager dans l’insurrection<sup>[45]</sup>.

---

[44] La lecture de l’ouvrage de Nabil Mouline, *Le Califat, histoire politique de l’islam*, Champs histoire, 2016, dont la publication paraît relever du plus pur opportunisme éditorial, est assez décevante ; cependant il y a des informations. On s’intéressera plus volontiers à Sabrina Mervin, *Histoire de l’islam, Fondements et doctrines*, Champs histoire, 2010 ; et à Albert Hourani, *Histoire des peuples arabes*, Seuil, 1993.

[45] Friande de pittoresque et d’explications simples, la presse ne se lasse pas de raconter, avec force détails, comment c’est dans le camp de prisonniers de Camp Bucca, où il a été

Le califat ne s'apparente pas à la conception occidentale de l'État, censé correspondre — plus ou moins fidèlement — à une *nation*, bien qu'il en partage des éléments. En tant que complexe de domination à la fois religieux et politique, il n'a pas particulièrement vocation à s'appliquer sur un territoire restreint, mais concerne tous ceux qui lui « prêtent allégeance ».

## MENACE SUR LES FRONTIÈRES ?

Cette « nouvelle conception » de la politique et de la géopolitique, basée sur l'existence d'une *umma* (communauté des croyants) qui devrait être dirigée par un calife, indépendamment des conditions de territoire, s'accommode pourtant fort bien, comme on l'a vu, du contrôle réel d'un territoire. Cette guerre idéologique entre le califat et les nations occidentales ne fait que se superposer à la guerre bien concrète dont l'enjeu est le contrôle, dans un premier temps, des territoires de la Syrie et de l'Irak, et plus largement du Moyen-Orient en général.

Ainsi il convient de rappeler que, si l'État islamique a supprimé la frontière entre la Syrie et l'Irak, il respecte en revanche soigneusement « sa » frontière Syrie-Turquie. Bien sûr, l'État

---

retenu quelques mois pour certains, quelques années pour d'autres, qu'il aurait rencontré tous les futurs leaders de l'État islamique, et manigancé, au nez et à la barbe des Américains, la mise en place du califat, y compris en écrivant des numéros de téléphone sur son caleçon, etc.

turc étant l'unique allié (et encore, dans une certaine clandestinité) de l'EI, ce dernier n'a guère intérêt à le provoquer. Et pour exercer son pouvoir, « Daech » a de toute façon besoin d'un territoire stabilisé. C'est le cas là où il est pacifié, c'est-à-dire là où il n'est pas sujet à agrandissement ou rétrécissement du fait même des opérations militaires, au cœur du Califat (nord-ouest de l'Irak, est de la Syrie).

Tout laisse à penser que les angoisses occidentales, bien comprises par les dirigeants de l'État islamique, tournent essentiellement autour de la liquidation des États-nations mis en place par leur soin à partir des années 1920 au Moyen-Orient<sup>[46]</sup>.

Il apparaît une fois de plus que l'émergence de « Daech » n'est pas le fruit du hasard, encore moins celui d'un conflit entre des « idées », mais celui de conditions historiques bien précises, que nous allons rapidement étudier.

---

[46] L'existence, depuis maintenant quatre ans, d'un territoire autonome kurde à la frontière syro-turque, le Rojava, contrôlé par le PYD, (Parti de l'union démocratique, parent du Parti des travailleurs du Kurdistan, le PKK, implanté en Turquie), ne sera pas abordée ici. Mais il est évident qu'il s'agit d'une autre forme, fort différente, de remise en cause des frontières moyen-orientales héritées du découpage occidental, et même de la notion d'État-nation. On se référera éventuellement aux brochures *Où en est la révolution au Rojava ?* (juillet – novembre 2014) et *De retour du Kurdistan* (mai 2015), proposées par le collectif Marseille-Rojava, et aisées à trouver sur Internet.



**Le poids de l'histoire**



## Le xx<sup>e</sup> siècle

ON CONSIDÈRE GÉNÉRALEMENT que le Moyen-Orient, comme le Maghreb, suscite l'intérêt et la convoitise des Européens depuis Napoléon<sup>[47]</sup>. Ce dernier envahit brièvement l'Égypte en 1798. L'essentiel de la région est alors sous le contrôle de l'Empire ottoman déclinant, qui domine aussi une partie des Balkans. Tout au long du xix<sup>e</sup> siècle, les « puissances » (Russie, Royaume-Uni, France) interviennent pour affaiblir encore l'Empire ottoman, et renforcer leurs propres intérêts.

Ainsi les Britanniques contrôlent progressivement les voies commerciales, en s'implantant dans la péninsule arabique, et le canal de Suez. Les Russes entament leur « poussée vers le sud » et finissent par favoriser l'indépendance

---

[47] Voir Leyla Dakhli, *Histoire du Proche-Orient contemporain*, La Découverte, 2015 ; Jean-Pierre Filiu, *Les Arabes, leur destin et le nôtre, histoire d'une libération*, La Découverte, 2015 ; Georges Corm, *Histoire du Moyen-Orient de l'Antiquité à nos jours*, La Découverte, 2007.

de la Grèce et des États des Balkans. D'autre part, l'opposition interne (notamment des Jeunes Turcs) finit de disloquer l'empire, qui ne survivra pas à la Première Guerre mondiale.

En 1914, choisissant le camp de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, l'Empire ottoman voit se dresser contre lui les Français, les Russes, les Anglais. Ces derniers, les mieux implantés dans la région, s'adjoignent l'aide du cheikh Hussayn Ibn'Ali, chérif de La Mecque. On lui promet, en échange, la constitution d'un État arabe totalement indépendant, dont il aurait la charge. Or, dans le même temps, outre la fameuse déclaration Balfour promettant la création d'un « foyer national juif » en Palestine, les Français et les Britanniques s'accordent secrètement sur un partage du Moyen-Orient. Il s'agit des célèbres accords Sykes-Picot, qui divisent les restes de l'Empire ottoman entre deux zones d'influences, la française comprenant les futurs Liban et Syrie, l'anglaise recouvrant les futurs Irak, Jordanie et Palestine. La Turquie aurait son indépendance.

À l'issue de la guerre, lors du traité de Sèvres (1920), les Occidentaux trahissent leurs promesses, comme prévu, et relèguent Hussayn à La Mecque, d'où il se fera chasser en 1925 par la famille Saoud en pleine expansion et forte du soutien anglais. On octroie tout de même à ses deux fils des royaumes fantoches, en Irak et en Jordanie où, aujourd'hui, règne



son arrière-arrière-petit-fils Abdallah II. La partie française est divisée entre la Syrie et un curieux protectorat au Mont Liban, expérience digne d'un savant fou, visant à créer un État « multiconfessionnel ». La Turquie « moderne » s'établit définitivement en 1923 sur les cendres du génocide arménien. Les sacro-saintes frontières, dont on exige l'intangibilité, ne sont donc que des pures créations coloniales.

Après la Seconde Guerre mondiale, on observe une diminution progressive de l'influence des Anglais et des Français, remplacés au fur et à mesure par les Américains et les Soviétiques. La création de l'État d'Israël, en 1948, bouleverse complètement l'équilibre de toute la région (ou ce qu'il restait de cet équilibre). Les États acquièrent leur indépendance formelle mais les intérêts occidentaux sont encore bien présents, notamment dans le secteur pétrolier.

La Syrie et l'Irak connaissent à partir de l'indépendance une succession de coups d'État. En 1963, dans ces deux pays, le parti Baas prend le pouvoir avec à sa tête Amin Al-Hafez en Syrie et Abdul Rahman Aref en Irak. Les péripéties se poursuivent mais le parti s'impose définitivement en Syrie avec Hafez al-Assad en 1970, en Irak avec Hassan al-Bakr et Saddam Hussein en 1968.

Le parti Baas (*Hizb al-Ba'ath al-'Arabî al-Îchtirâkî*, parti de la résurrection arabe et

socialiste) a été fondé en 1947. L'idéologie repose sur deux piliers que sont le nationalisme pan-arabe et le « socialisme arabe ». Très anti-communiste, le parti rejette l'idée de lutte des classes au profit d'une sorte d'union des classes de la société arabe. Le but du Baas est de réaliser l'unité du monde arabe, d'en achever l'indépendance culturelle, politique, économique. Il s'inscrit de la sorte dans le courant anti-impérialiste<sup>[48]</sup>.

Très vite le parti se scinde en deux branches, irakienne et syrienne, rivales et mêmes farouchement ennemies. Le panarabisme est ainsi mis en œuvre *pays par pays*, malgré l'évidence de la contradiction.

La Syrie voit s'imposer un régime à peu près totalitaire, écrasant dans le sang les éventuelles tentatives de révolte, comme à Hama en 1982. Al-Assad s'appuie essentiellement sur la minorité alaouite (lointaine variante du chiisme) pour affermir son pouvoir. Une puissante bureaucratie se met en place et contrôle, avec l'armée, l'ensemble de l'économie, qui est en grande partie nationalisée. La Syrie essaie de prendre le rôle de fer de lance de la lutte anti-Israël et anti-impérialiste. Cette place lui est continuellement disputée par son voisin irakien.

Pendant la guerre civile au Liban (1975–1990), l'armée syrienne envahit ce pays

[48] Voir Olivier Carré, *Le Nationalisme arabe*, Fayard, 1993.

et y demeure jusqu'en 2005. Alliée de l'Iran, la Syrie constitue aujourd'hui un élément clef de ce que certains nomment « l'axe chiite » (Iran, Irak, Syrie, Hezbollah). Le fils Al-Assad, Bachar, remplace son père à sa mort en 2000.

L'histoire récente de l'Irak est l'histoire d'un pays en guerre quasi-permanente. En 1979, Saddam Hussein élimine ses derniers rivaux au sein de l'appareil du Baas et devient le maître absolu du pays. Il l'engage séance tenante dans une guerre meurtrière contre la République islamique d'Iran voisine, qui vient de naître. Cette guerre dure jusqu'en 1989, sans modifier le moins du monde la frontière entre les deux États, qui était l'objet du litige, mais au prix de centaines de milliers de morts<sup>[49]</sup>.

Saddam Hussein engage alors son pays exsangue et terriblement endetté dans un autre conflit : il envahit le Koweït en 1990, dans le but plus ou moins avoué de s'emparer des infrastructures pétrolières et portuaires de ce petit pays. Mais se met rapidement en place une vaste coalition internationale, dirigée par les États-Unis, qui écrase l'armée irakienne en quelques semaines début 1991 : c'est la « guerre du Golfe ». Cet événement est fondamental, car il installe durablement les États-Unis et leur armée dans la région. De fortes manifestations éclatent d'ailleurs en Arabie

---

[49] Paul Balta, *Iran / Irak, une guerre de 5 000 ans*, Anthropos, 1987.

saoudite, protestant contre la présence de quelques 300 000 « mécréants » américains sur leur sol.

Contrairement à ce qu'ils avaient laissé entendre, les USA n'abattent pas le régime irakien. Saddam Hussein en profite pour réprimer avec la plus grande brutalité les insurrections qui avaient éclaté (chiite au sud, kurde au nord). Il s'appuie sur une bureaucratie fidèle, de plus en plus sunnite au fil de la Campagne de la foi<sup>[50]</sup> des années 1990. En plus d'être sunnite, cette bureaucratie est organisée en fonction de critères tribaux, géographiques voire familiaux. Ainsi se constitue une classe sociale privilégiée absolument fidèle au dictateur moustachu, et qui en outre contrôle totalement l'économie nationalisée, à commencer par le secteur pétrolier.

L'économie de l'Irak avait été « modernisée » de façon volontariste dès les débuts du parti Baas : réforme agraire en 1970, nationalisation du secteur pétrolier en 1971, adoption de plans quinquennaux et réinvestissement de la rente pétrolière dans l'industrialisation (ce qui est unique dans la région). Le pays se distingue à la fin des années 1970 par des taux d'urbanisation, d'industrialisation, d'alphabétisation qui en font ce qu'alors on appelle un pays « moderne ».

---

[50] Voir plus bas.

Mais les guerres avec l'Iran et les USA commencent à fragiliser cette économie, et plus encore l'embargo des Nations unies, mis en place dès 1991. Contrairement à ce qu'on pourrait imaginer, cet embargo n'affaiblit pas le régime, mais lui permet au contraire de se renforcer encore, d'une part en se montrant comme le dernier rempart du « monde musulman » contre l'impérialisme occidental, d'autre part en lui permettant de contrôler la multitude de trafics, contrebande, systèmes de corruption qui se mettent en place.

Le clientélisme s'accroît, un discours à la fois tribal et religieux apparaît. À partir de 1993 est lancée une grande Campagne de la foi, subventionnant les institutions religieuses et encourageant la construction de nombreuses mosquées<sup>[51]</sup>. Ce virage d'une idéologie « laïque » à une idéologie « religieuse » ne doit pas apparaître comme une pure contradiction car

*la mobilisation des foules par la religion remplace l'idéologie nationaliste dans le même rôle. La lutte contre les juifs et les croisés remplace celle contre le sionisme et l'impérialisme. La communauté sunnite remplace la nation arabe.*

---

[51] On érige ainsi une prestigieuse mosquée au centre de Bagdad, *Umm Al-Ma'arik* (« la mère de toutes les batailles »), destinée à commémorer la « victoire » irakienne lors de la guerre du Golfe, et dont les minarets ont la forme de missiles Scud. Supposée abriter un exemplaire du Coran écrit avec le sang de Saddam Hussein, elle a été rebaptisée en 2003 *Umm Al-Qura* (« la mère de toutes les cités »). Dans le même ordre d'idées, on ajoute au drapeau la devise « *Allahou akbar* » en 1991.

*Cela permet, comme le panarabisme autrefois, de chercher des bases pour réaliser une unité politique dans un espace plus vaste que les états nationaux actuels*<sup>[52]</sup>.

Il est vrai que Saddam Hussein règne sur un pays épuisé, une économie détruite.

En 1995, un « allègement » de l'embargo est conclu (effectif en 1997) : c'est le célèbre programme Pétrole contre nourriture. Au-delà de l'aspect intrinsèquement scandaleux de ses dispositions, ce programme entraîne une corruption toujours plus grande, les revenus étant captés plus ou moins directement par Saddam Hussein et ses réseaux, sans parler de la vaste « affaire » Pétrole contre nourriture, scandale de corruption international impliquant des centaines de haut-fonctionnaires des Nations unies ainsi que des entreprises multinationales.

En 1998, alors que Saddam Hussein décide de rompre avec l'ONU, les Américains et les Britanniques lancent l'opération Renard du Désert, série de bombardements intensifs, qui se poursuivront les années suivantes.

---

[52] Nicolas Dessaux, *op. cit.*

## De la guerre froide au « choc des civilisations »

Après la chute du bloc de l'Est se développe avec un grand succès la thèse dite du « choc des civilisations », d'après le titre de l'ouvrage de l'universitaire américain Huntington paru en 1996. Cette théorie « néo-conservatrice » sert de socle idéologique aux administrations Clinton puis Bush fils, que ce soit pour justifier le déploiement militaire dit « préventif » ou la « guerre pour la démocratie ».

Mentionnons les grands traits de cette théorie : tout repose sur l'idée que, désormais, ce sont les cultures et les identités culturelles qui génèrent des conflits à travers le monde. Il y aurait cinq civilisations (chinoise, japonaise, musulmane, hindoue, occidentale<sup>[53]</sup>). Ces civilisations sont éternelles et s'affrontent entre elles. Mais comme, par malheur, la civilisation occidentale n'a pas réussi, malgré ses nombreux efforts, à imposer ses idéaux et sa culture aux peuples qu'elle a colonisés, il s'agit à présent d'une civilisation « en déclin ». Face à elle se dressent la « civilisation musulmane » et aussi l'« asiatique »... Aussi l'auteur enjoint l'Occident à se « ressaisir », l'engageant à réaffirmer une identité culturelle basée sur

---

[53] Toujours selon Huntington, l'Afrique ne contient pas de civilisation. Quant à l'Amérique latine, elle abrite plutôt des genres de sous-civilisations occidentales...

la religion chrétienne et l'histoire européenne. Les États-Unis, leader de cette soi-disant civilisation, sont encouragés à agir pour la défendre contre les périls qui la guettent...

On voit qu'il s'agit d'une thèse idiote, simpliste et raciste, ce qui explique certainement son succès, que ce soit dans l'administration américaine ou dans la presse. Une fois ces bases idéologiques bien ancrées, il suffira d'affirmer que tel ou tel « État-voyou » menace la civilisation occidentale pour le ranger séance tenante dans la catégorie « axe du mal » (« *axis of evil* »).

Quand on veut noyer son chien, on dit qu'il a la rage. Dans le cas irakien, on s'appuie sur la recherche des célèbres « armes de destruction massives », armes nucléaires ou chimiques (ou les deux). Les autorités américaines reconnaîtront plus tard que de telles armes n'existaient pas, allant même jusqu'à avouer la falsification de nombreux documents pour justifier l'invasion de l'Irak<sup>[54]</sup>.

Selon Huntington, la « civilisation musulmane », en butte à une forte poussée démographique, serait en proie à des « rivalités intestines », ce qui susciterait la naissance et le renforcement de l'islamisme.

---

[54] Voir les aveux de Colin Powell en personne dans *le Nouvel Observateur* du 3 mars 2013. On pourra aussi se référer à l'article d'Ignacio Ramonet, « Mensonges d'État », paru dans *le Monde diplomatique* de juillet 2003.



On a beaucoup parlé, et on parle plus que jamais de la nature « confessionnelle » des conflits du « monde arabo-musulman ». Il ne s'agit pas ici de nier l'existence de tels conflits — l'opposition entre chiïtes et sunnites, bien réelle, date du premier siècle de l'Islam — mais bien d'en relativiser l'importance, et surtout de montrer leur instrumentalisation.

En Irak, les idéologues va-t-en-guerre américains ont imposé une lecture selon laquelle parti Baas = sunnites = axe du mal. Or, il apparaît que le régime de Saddam Hussein n'était pas de « nature » confessionnelle : de nombreux chiïtes étaient ainsi cooptés dans les hautes sphères de la bureaucratie, ainsi d'ailleurs que des chrétiens (comme Tarek Aziz, le numéro deux de l'État). L'épluchage des archives du baasisme a permis de constater en outre l'absence, sur les documents de police, de référence à l'identité confessionnelle des individus<sup>[55]</sup>. Il semble que, pour accéder à un poste, l'affiliation confessionnelle était un critère bien moindre que les liens tribaux ou claniques, l'extraction géographique (étaient notamment favorisés les habitants de Tikrit, la ville de Saddam Hussein), et autres liens de clientèle « traditionnels ». Fonctionnant comme la plupart des régimes autoritaires s'appuyant sur la rente pétrolière, l'État baasiste créait ou

---

[55] Voir Thomas Pierret, analyse du livre de Joseph Sassoon, *Saddam Hussein's Ba'ath Party, Inside an Authoritarian Regime*, 2012, parue dans *Politique étrangère*, juillet 2014.

détruisait des liens de solidarité par le biais des redistributions du revenu public. Une situation comparable est celle de l'Algérie, par exemple.

Il faut également souligner, ce qui paraît évident, la grande hétérogénéité sociale des catégories confessionnelles, et opposer par exemple, au sein des sunnites, une bourgeoisie marchande des villes aux membres des tribus des provinces occidentales. Il en va de même chez les chiites, divisés traditionnellement entre un clergé réputé conservateur, souvent allié à la bourgeoisie citadine, et des « masses » de paysans et de prolétaires et sous-prolétaires urbains (ceux-là mêmes qui seront plus tard attirés par le caractère « révolutionnaire » des milices de Moqtada Al-Sadr)<sup>[56]</sup>. Il n'est pas inutile de rappeler que l'une des premières actions du parti Baas fut une réforme agraire qui profita essentiellement à la paysannerie chiite du sud.

Étant donnée la nature de l'État (autoritaire) et de l'économie (basée sur la rente pétrolière), il n'existait pas de bourgeoisie à proprement parler capitaliste, c'est-à-dire possédant les moyens de production. Ceux-ci étaient propriété de l'État, qui maintenait l'ordre en redistribuant des miettes de la rente, et en cooptant certaines élites, qu'elles soient sunnites, chiites, ou chrétiennes, dans la bureaucratie et l'armée. Ces dernières catégories, comme

---

[56] Voir Peter Harling, Hamid Yasin, « Unité de façade des chiites irakiens », *le Monde diplomatique*, septembre 2006.

il a été expliqué plus haut, s'apparentent à la bourgeoisie dans un État comme l'Irak avant l'invasion<sup>[57]</sup>.

D'autre part, les Kurdes, quoique sunnites pour la plupart, ont été la catégorie la plus réprimée par le régime baasiste, et sont aussi ceux qui s'insurgèrent le plus. Les révoltes ont d'ailleurs touché toutes les catégories ethnico-religieuses : plutôt chiites et kurdes au début des années 1990, les soulèvements sont, depuis la fin de la dictature baassiste, de plus en plus à l'initiative de tribus arabes sunnites des provinces semi-désertiques de l'ouest.

Enfin, il faut ajouter que Saddam Hussein s'est progressivement concentré sur la défense de ses propres intérêts, indépendamment de toute faction, classe sociale, confession, ethnie, etc. : il a ainsi multiplié les purges, y compris dans son entourage le plus direct, allant jusqu'à faire exécuter des ministres et des proches.

---

[57] On parle parfois de « malédiction » de la rente : une économie basée sur la rente pétrolière (ou autre) est en effet généralement incapable de développer un secteur capitaliste, les capitaux étant utilisés pour les dépenses de luxe (voir les pistes de ski de Dubaï) ou de prestige, les dépenses militaires, et le maintien de l'ordre social. On se souvient de l'émir du Koweït distribuant, en 2011, 1 000 dollars par habitant pour prévenir la propagation du « printemps arabe ». Il faut un volontarisme forcené pour sortir d'un tel « cercle vicieux » ; et la multiplication récente des fonds d'investissement souverains des pétro-monarchies ne change rien à la nature des choses, faute de développement d'un capitalisme endogène.

Pourtant, l'opposition entre méchants Sunnites et bons chiites est érigée, aux USA, juste avant l'invasion, en véritable dogme. Les chiites seraient une secte « quiétiste », donc naturellement pacifistes et destinés par essence à la démocratie. Que la République islamique d'Iran — chiite — soit historiquement le pire ennemi des États-Unis, et le leader de l'« axe du mal », ne change alors rien à ce discours. Il en va de même pour les représentants des partis d'opposition kurdes, le PDK (Parti démocratique du Kurdistan) et l'UPK (Union patriotique du Kurdistan), présentés invariablement comme les « bons » Kurdes, en opposition aux « terroristes » du PKK. Les USA s'appuient en effet sur une opposition en exil, composée de leaders kurdes traditionnels (comme les Barzani père et fils) et de représentants de la bourgeoisie chiite économiquement frustrée.

Nous ne développerons pas plus ici cette critique de la lecture de plus en plus exclusivement confessionnelle des conflits. On se référera utilement au recueil d'articles de Georges Corm paru sous le titre *Pour une lecture profane des conflits*, dans lequel l'auteur démontre que le prétendu « retour du religieux » masque en réalité un « recours au religieux », qu'il qualifie de « thèse débilite », identitaire, binaire, génératrice de toujours plus de violence, et finalement

*paralys[ant] la possibilité de s'opposer aux guerres injustes et aux conflits attisés par*

*différentes puissances, à la différence de ce qui s'était passé durant la guerre froide où les opinions s'étaient élevées contre les guerres menées alors, comme celle du Viêt-nam, ou contre des violences telles que celles pratiquées par la minorité blanche en Afrique du Sud contre la population autochtone asservie et appauvrie. Il n'en a rien été depuis les années 1990, les États-Unis et leurs alliés européens ayant pu envahir deux pays souverains sans opposition majeure, comme jadis pour le Viêt-nam, et l'État d'Israël continuant d'asservir la population palestinienne autochtone sans être l'objet de sanctions comme a pu l'être autrefois l'Afrique du Sud*<sup>[58]</sup>.

Aussitôt après les attentats des tours jumelles, le président Bush annonçait le début d'une « guerre infinie<sup>[59]</sup> ». Les États-Unis et leurs alliés bombardaient et envahissaient l'Afghanistan dès le 7 octobre 2001. Puis, dès janvier 2002, une propagande assez grotesque se mettait en place pour faire accepter au monde l'idée que Saddam Hussein « cherch[ait] à dominer tout le Moyen-Orient et soumettre les États-Unis ou toute autre

---

[58] Georges Corm, *op. cit.*, p. 7. Voir également pp. 23-24. L'auteur place, naïvement, idéalisme et bourgeoisement, ses espoirs dans des sortes de « valeurs universelles » que seraient la « laïcité », la « démocratie », voire la « liberté républicaine à la française ». C'est bien dommage. À débilitant, débilitant et demi.

[59] Voir Christine Delphy, « Une guerre infinie ? », *Classer, dominer, qui sont les « autres » ?*, La Fabrique, 2008.

nation à un chantage nucléaire<sup>[60]</sup> », alors même que le pays était ruiné par douze ans de blocus. Obtenant, comme depuis la fin de la guerre froide, toutes les résolutions de l'ONU dont ils avaient besoin, et malgré les rapports successifs des inspecteurs des Nations unies affirmant n'avoir trouvé aucune trace de quelque « arme de destruction massive » que ce soit, les États-Unis envahissaient l'Irak le 20 mars 2003.

---

[60] Dick Cheney dans le *Washington Post* du 27 août 2002.

## L'invasion et le début de la guerre civile (2003-2006)

En trois semaines, le régime irakien est balayé, le dictateur en fuite. Les Occidentaux s'installent au cœur de Bagdad, ils mettent en place une Coalition Provisional Authority, dirigée par le militaire en retraite Jay Garner.

Le but général étant, on l'a vu, de substituer aux « méchants » sunnites de « bons » chiites qui seront aisément contrôlables, on décrète immédiatement la débaasification. Inspirée de la dénazification de 1945, censée avoir été un exemple brillamment efficace, la débaasification consiste tout bonnement en le limogeage de l'ensemble de l'appareil d'État, avec emprisonnement voire exécution des leaders du parti. L'armée est dissoute, tous les militaires sont donc, du jour au lendemain, au chômage<sup>[61]</sup>. Plusieurs centaines de milliers de fonctionnaires (enseignants, magistrats...) sont licenciés. Le ministère du Pétrole se débarrasse de l'ensemble des fonctionnaires de confession sunnite, le ministère de l'Éducation fait de même.

Lorsque la folie furieuse d'une telle mesure apparaît au général Jay Garner, il est remplacé par un civil, Paul Bremer, moins gêné de scrupules. Des dizaines de milliers de personnes

---

[61] 350 000 à 400 000 hommes environ.

sont jetées en prison, parfois simplement pour avoir été membres du parti Baas. Il convient de rappeler que l'appartenance au parti (comme dans à peu près tous les régimes totalitaires ou apparentés) n'est pas nécessairement un acte de foi idéologique, mais bien souvent une condition d'exercice d'un emploi, voire d'accès à des ressources essentielles (allocations, nourriture, etc.), particulièrement dans le contexte de l'embargo.

L'économie de marché est imposée par quatre décrets, promulguant

*la privatisation intégrale des entreprises publiques, le plein droit pour des groupes étrangers de posséder des entreprises irakiennes, le rapatriement de tous les profits réalisés en Irak par des groupes étrangers (...), l'ouverture des banques irakiennes au contrôle de l'étranger, le droit pour les compagnies étrangères d'être traitées comme des compagnies nationales (...), et l'élimination de presque toutes les barrières douanières*<sup>[62]</sup>.

Les grèves sont également interdites, la syndicalisation étroitement contrôlée.

On passe ainsi de 8 000 à 35 000 entreprises privées entre 2003 et 2006. Un chômage de masse se développe à une vitesse considérable, accompagné d'une précarité et d'un dénuement généralisé.

---

[62] David Harvey, *Brève histoire du néolibéralisme*, Les Prairies ordinaires, 2014.



Les forces d'occupation tâchent tout de même d'éviter le bombardement des infrastructures pétrolières, et occupent militairement les raffineries. On<sup>[63]</sup> rapporte ainsi que, sur 500 puits de pétrole, seuls 9 auraient été détruits ; à peine interrompue, la production redémarre et les exportations reprennent dès juin 2003.

Les autorités américaines installent au pouvoir une de leurs créatures, Iyad Allaoui, et annoncent la tenue d'élections libres, non moins que démocratiques, pour 2005.

Cependant, depuis l'été 2003, une résistance à l'occupation s'est développée. Au départ simples manifestations de rue (dès le mois d'avril), observées attentivement par les diverses factions politiques irakiennes, elles se muent très vite en mouvements de guérilla. Nous n'évoquerons ici que les principaux. On peut les ranger en quelques grandes catégories :

- a) les islamistes chiites, dont la principale force est l'Armée du Mahdi (*Jaych Al-Mahdî*) dirigée par Moqtada Al-Sadr, fils de l'ayatollah Mohammad Mohammad Sadeq Al-Sadr, exécuté par le régime baasiste en 1999. À la manière du Hezbollah libanais, cette organisation recrute essentiellement parmi le sous-prolétariat urbain,

---

[63] Lisa Roméo, « Enjeux du pétrole irakien, 1990 – 2011 », article publié en 2011 sur le site Internet *Les clés du Moyen-Orient* (<http://www.lesclesdumoyenorient.com/Enjeux-du-petrole-irakien-1900-1930-article1-3.html>, consulté le 31 mai 2016).

en particulier dans le quartier de Sadr City à Bagdad. Il ajoute à l'action militaire une action sociale. Signalons aussi les Brigades Badr, groupe d'opposition fondé à l'époque de la guerre Iran-Irak, et financé par l'Iran, et le Hezbollah irakien, financé également par l'Iran.

b) les ex-baasistes, principalement représentés par le Conseil national de la résistance irakienne et le Conseil unifié de la résistance, menés par l'ex-général Ezzat Ibrahim Al-Douri, l'organisateur du coup d'État de 1968 qui avait installé au pouvoir le parti Baas. À l'origine concentrés contre l'occupant américain, ils élargissent leurs attaques à divers groupes ou mosquées chiites, en raison de la collusion supposée de cette communauté avec l'occupant, et, après 2006, de la mise en place du régime autoritaire d'Al-Maliki. On peut leur adjoindre divers mouvements plus ou moins religieux mais de tendance originellement nationaliste, notamment celui mené par l'imam de la mosquée Abou Hanifa, Al-Koubaysi. Ces mouvements se rapprochent progressivement de l'opposition islamiste.

c) les islamistes sunnites : il y a des dizaines de groupes, plus ou moins structurés, professant un islamisme plus ou moins violent. Nous nous contenterons de nommer le groupe qui devient hégémonique,

Al-Qaida<sup>[64]</sup> en Irak. Sa suprématie n'empêche en rien l'existence de conflits intergroupes islamistes, ni leur foisonnement.

La guerre devient générale au printemps 2004. Il faut noter que dans un premier temps, l'ennemi est, pour tous, l'occupant, ce qui permet des alliances entre groupes chiites et sunnites. Ainsi, lors de la première bataille de Falloujah (avril-mai 2004), le leader de l'Armée du Mahdi, Al-Sadr, appelle à rejoindre les insurgés, pourtant islamistes sunnites. Cette bataille se solde par une défaite américaine, la ville étant aux mains d'une « Armée islamique en Irak », plus ou moins affiliée à Al-Qaida.

---

[64] Al-Qaida ou Al-Qâ'ida (« la base ») est un mouvement né en 1987, issu d'organisations de la résistance anti-soviétique en Afghanistan. Professant un islamisme politique radical, et un retour à une tradition religieuse rigoriste plus ou moins légendaire (salafisme), il s'oppose dès ses origines à l'impérialisme, principalement américain. Il appelle les musulmans du monde entier à rejoindre si nécessaire le *djihâd*, y compris, éventuellement, contre des musulmans considérés comme impies (*kâfir*). Basé dans l'Afghanistan des talibans, le mouvement se structure, autour de ses chefs Oussama Ben Laden et Ayman Al-Zawahiri, et devient un véritable réseau international, au gré des guerres dans les Balkans, en Tchétchénie, en Somalie. En 1998, Al-Qaida acquiert une portée mondiale en faisant exploser, par le moyen d'attentats-suicides, les ambassades américaines de Dar Es-Salaam (Tanzanie) et de Nairobi (Kenya). Après les attentats de New York et Washington, en septembre 2001, l'armée américaine envahit et occupe l'Afghanistan, abattant le régime des talibans et contraignant l'organisation à la clandestinité. En conséquence, l'organisation « mute » et se transforme en un vaste réseau d'organisations indépendantes, comme Al-Qaida en Irak.

Durant tout le mois d'août, l'Armée du Mahdi tient tête aux Marines à Nadjaf (ville sainte chiite), avant de se réfugier dans le quartier de Sadr City à Bagdad, que l'armée américaine assiège jusqu'en 2008. En novembre 2004, l'armée américaine fait évacuer Falloujah, y donne l'assaut et la détruit presque entièrement.

Les deux batailles de Falloujah ont vu émerger le leader Abou Moussab Al-Zarqawi, qui prend la tête d'Al-Qaida en Irak. L'organisation internationale met en œuvre une propagande « par l'horreur » : décapitations filmées, tortures, etc. Par ailleurs se développe rapidement et considérablement, dans son discours et bientôt dans ses actes, une haine des chiïtes. Les attaques se multiplient contre des lieux de culte chiïtes, des Occidentaux (civils ou militaires), et contre les élections, considérées comme procédant du diabolique principe de démocratie occidentale.

Car des élections se tiennent : en janvier 2005, on vote pour une assemblée législative constituante. La plupart des groupes sunnites, islamistes ou non, appellent au boycott de ces élections, assortissant d'ailleurs cet appel de menaces, et d'attentats le jour du vote<sup>[65]</sup>. La majorité absolue échoit à l'Alliance irakienne unifiée, coalition chiïte menée par le parti Dawa (islamiste et pro-iranien), avec le soutien de l'influent ayatollah 'Ali Al-Sistani. Les deux

---

[65] Dans la province d'Al-Anbar, à l'ouest, on rapporte une participation de 2 %.

principaux partis kurdes associés (UPK et PDK) obtiennent un peu plus du quart des sièges<sup>[66]</sup>. Le trait marquant est donc la sous-représentation politique des Arabes sunnites, qui va être lourde de conséquences.

Une constitution est votée en octobre 2005, suivie d'élections en décembre, qui confirment grosso modo le résultat précédent : le parti Dawa est au pouvoir, en la personne de l'autoritaire Nouri Al-Maliki. La présidence échoit au Kurde Jalal Talabani, le chef de l'UPK.

C'est dans ce contexte que, début 2006, après l'attentat contre la mosquée du Dôme d'or à Samarra (autre lieu saint chiite), les conflits confessionnels prennent de l'ampleur. L'insurrection se transforme en guerre civile, ce qui ne peut être interprété que comme la conséquence de la mise en place par l'administration américaine d'un pouvoir semi-dictatorial sur une base exclusivement confessionnelle (chiite). Les Arabes sunnites, écartés tant du pouvoir politique que des opportunités économiques, subissant un chômage de masse dans les villes, et un abandon complet dans les

---

[66] Dès 2005 le Kurdistan irakien est institué en région autonome, à la tête de laquelle Massoud Barzani, autocrate n'ayant rien à envier à Al-Maliki, tente de se maintenir illégalement depuis 2013, ce que certains ne manquent pas de nommer « coup d'État ». Voir Manon Destribats, « Kurdistan irakien : crise politique à l'heure de la guerre contre Daesh », publié en décembre 2015 sur le site Internet *Les clés du Moyen-Orient* (<http://www.lesclesdumoyenorient.com/Kurdistan-d-Irak-crise-politique-a-l-heure-de-la-guerre-contre-Daesh.html>, consulté le 31 mai 2016).

zones rurales, n'ont guère d'autre choix que de s'insurger. Les haines se nourrissant mutuellement, la violence devient générale.

Cependant, des divisions apparaissent dans le « camp sunnite ». Des nationalistes, comme certains salafistes plus ou moins « modérés », condamnent les violences excessives dont Al-Zarqawi et Al-Qaida en Irak seraient responsables, ainsi que le caractère « non-national » de la lutte par l'utilisation de combattants étrangers et reprochent également à Al-Qaida de s'attaquer à des Irakiens, fussent-ils chiïtes. En conséquence, cette organisation commence à s'attaquer à d'autres groupes sunnites et même islamistes, suscitant toujours plus leur réprobation... ou leur ralliement<sup>[67]</sup>.

En 2006, Al-Zarqawi, chef d'Al-Qaida, est tué par un drone américain. L'organisation proclame alors l'État islamique d'Irak (*Dawla al-'Irak al-Islamiyya*), à la tête duquel est placé l'émir Abou 'Umar Al-Baghdadi.

---

[67] On se référera au chapitre « Divisions dans le camp sunnite » de Myriam Benraad, *Irak, la revanche de l'Histoire*, op. cit.

## Pouvoir autoritaire et expansion de l'État islamique (2006-2014)

Pour essayer de juguler l'insurrection et les violences « inter-communautaires », les États-Unis, en accord avec le gouvernement Al-Maliki, mettent en place, début 2007, les milices dites du « Réveil » (*Sahwâ*). Il s'agit de milices tribales<sup>[68]</sup> sunnites, armées et financées par l'armée américaine, laquelle voit arriver un renfort de 20 000 hommes. Elles ont pu regrouper une centaine de milliers de combattants.

La plupart de ces milices sont originaires de la province d'Al-Anbar, et menées par Ahmed Abou-Richa, dirigeant du Conseil du salut d'Al-Anbar. Les intérêts des chefs de tribus (qui sont généralement des hommes d'affaires) sont assez clairs : il s'agit d'acquérir une forme plus ou moins grande d'autonomie politique ; d'obtenir des contrats de reconstruction ; et surtout de récupérer la mainmise sur le commerce et particulièrement la contrebande,

---

[68] Il existe en Irak des centaines de tribus arabes, d'importance variable. Nous ne détaillerons pas leurs complexes systèmes de pouvoir et de relations sociales ; mais il importe de mentionner que, si Saddam Hussein avait appuyé une partie de son pouvoir sur des jeux d'alliances avec diverses tribus, cet aspect des rapports sociaux irakiens a été complètement ignoré par les États-Unis pendant les trois premières années de l'occupation.

notamment pétrolière, qui leur avait été largement confisquée par Al-Qaïda<sup>[69]</sup>.

Ces forces remportent, au départ, un certain succès. Cependant, décevant les espoirs américains de constituer un « front sunnite » uni capable de s'opposer à Al-Qaïda, elles en marquent très vite, au contraire, l'hétérogénéité. Ces *concerned local citizens*, aberrante appellation que leur donnent les Américains, restent dans leur grande majorité opposés à l'occupation américaine et au gouvernement Al-Maliki. Leur loyauté laisse donc bien souvent à désirer, les chefs tribaux agissant selon leur intérêt propre.

Tout ceci n'empêche donc pas vraiment le jeune État islamique d'Irak de se consolider doucement. Dès 2008, le gouvernement de Bagdad semble cesser de payer les soldes des milices du Sahwa et tente de les désarmer. La première vague du retrait américain, en 2009, abandonne encore un peu plus les émirs tribaux à leur destinée. Aussi, nombre d'entre eux, récusant leur « alliance » avec les États-Unis qu'ils estiment trahie, retournent à la lutte armée, et, pour beaucoup cela signifie rejoindre l'État islamique avec armes et bagages.

Dans le même temps, le Premier ministre, Nouri Al-Maliki, renforce son pouvoir qui

[69] Voir Myriam Benraad, « Fin de l'occupation et crise en Irak : la clef de voûte sunnite », article paru dans *Politique étrangère*, printemps 2012 ; et Alain Gresh, « Les États-Unis vont-ils gagner en Irak ? », article publié dans *Manière de voir*, octobre 2008.



prend une forme de plus en plus autoritaire. Il commence par éliminer ses adversaires chiïtes, comme l'Armée du Mahdi, chassée de Bassorah après une longue et dure bataille (de mars à avril 2008). De grosses opérations militaires sont également menées, avec les Américains, dans le nord et le centre du pays, tant et si bien que la situation paraît « apaisée ».

Barack Obama prend ses fonctions en 2009, et annonce lors du célèbre discours du Caire (juin 2009) le retrait progressif des forces américaines d'Irak « à l'horizon 2011 ».

Les élections irakiennes de mars 2010 sont marquées par de vives tensions. Quatre cents candidats sunnites sont invalidés pour cause de « baasisme », ce qui n'empêche pas le Mouvement national irakien, qui rassemble divers partis de l'opposition légale sunnite « laïque », de remporter la majorité. La Coalition de l'État de droit, menée par le parti Dawa du Premier ministre sortant, est perdante. Mais Al Maliki refuse la défaite et menace de prendre le pouvoir par la force. Il obtient finalement le ralliement momentané des chiïtes minoritaires et parvient à conserver son poste en novembre, après des mois de négociations tendues. Il s'autoproclame aussitôt Premier ministre, ministre de la Défense, de l'Intérieur, de la Sécurité, et chef des services de renseignement et des armées, « jusqu'à ce

que des candidats compétents soient trouvés<sup>[70]</sup> ». La « dérive autoritaire » du pouvoir n'est pas sans rappeler le fonctionnement du régime de Saddam Hussein<sup>[71]</sup>.

2011 est l'année des « Révolutions arabes ». Comme ailleurs, des manifestations rassemblent des milliers de personnes, à Bagdad et dans les principales villes du pays. Les manifestants sont aussitôt qualifiés par Al-Maliki de « baasistes » et de « membres d'Al-Qaïda ». Les forces de l'ordre répriment durement les manifestations : l'armée tire et les morts se comptent par dizaines. Cette répression se double d'un contrôle de plus en plus étroit de l'armée, et d'une mise au pas des rivaux politiques de l'autocrate.

En décembre, les derniers soldats américains quittent le pays<sup>[72]</sup>. Le lendemain, Nouri Al-Maliki limoge son vice-premier ministre Saleh Al-Moutlaq, émet un mandat d'arrêt contre le vice-président Tarek Al-Hachemi<sup>[73]</sup>,

---

[70] *Al-Jazeera*, 21 décembre 2010, cité par Myriam Benraad, *Irak, la revanche de l'histoire...*, *op. cit.*

[71] Voir Myriam Benraad, « Irak : les oripeaux de la dictature », article paru dans *La Revue Internationale et Stratégique* en avril 2012.

[72] Si l'on excepte les « agents » et les 5 000 (au moins) membres des *Special Forces* destinés à sécuriser la nouvelle et délirante ambassade des États-Unis à Bagdad, achevée en 2009, qui s'étend, en plein cœur de la ville, sur 44 hectares, et abrite centres commerciaux, cinémas, écoles, et sa propre centrale électrique. Et n'oublions pas les quelques 7 000 « contractants » privés.

[73] Chef du Parti islamique irakien (issu des Frères musulmans), accusé de six meurtres.

et lance une véritable chasse aux sorcières. Les arrestations se multiplient dans les hautes sphères du pouvoir : commission électorale, ex-baasistes réels ou supposés, « démocrates ».

L'autoritarisme d'Al-Maliki renforce les positions sécessionnistes kurdes et sunnites. Bien que la constitution prévoie que les provinces peuvent organiser des référendums pour obtenir leur autonomie, le pouvoir central refuse cette possibilité à plusieurs d'entre elles.

Après l'arrestation des 120 gardes du corps du ministre (sunnite) des Finances, en décembre 2012, la protestation prend la forme de l'occupation de la principale route Bagdad- Falloujah. Ce mouvement qui prend le nom de « Place de la Dignité », dont les mots d'ordre vont de la libération des prisonniers politiques à des revendications pour l'emploi et la « justice sociale », rassemble des courants très divers. Ainsi, Moqtada Al-Sadr lui apporte publiquement son soutien, mais on y trouve aussi bien des baasistes que des salafistes (dont des militants de l'État islamique), et même des militants de l'Armée syrienne libre. Le 23 avril 2013, la répression fait plus de 240 morts. Le camp est finalement démantelé en décembre 2013, suscitant des manifestations de masse à Falloujah et Ramadi ainsi qu'une révolte armée de plusieurs tribus. Fédérées sous le nom de Révolutionnaires tribaux, elles sont bientôt contrôlées puis englouties par l'État islamique.

C'est le moment que choisit ce dernier — dirigé, depuis la mort d'Abou 'Umar Al-Baghdadi en 2010, par Abou Bakr Al-Baghdadi — pour lancer une vaste offensive à la fois contre l'État central et contre les restes des milices sunnites indépendantes. Des assauts sont organisés contre des prisons, destinés à libérer des combattants et des ex-cadres baasistes. Les succès sont rapides.

Dans le même temps, la situation en Syrie sombre dans le chaos. Les troupes de l'État islamique y multiplient les incursions, avant de s'emparer de Raqqa en juin 2013. La constitution d'un territoire continu à cheval sur l'Irak et la Syrie est parachevée par la prise de Falloujah, en janvier 2014, et surtout celle de Mossoul, ville de deux millions d'habitants, en juin de la même année. Cette fois, les Occidentaux ont du mal à faire comme s'ils n'avaient rien vu.

**La guerre sans fin**



## Dictature, révolution, guerre civile en Syrie

EN 2011, DANS UNE SYRIE que l'on s'accordait à tenir pour « figée », verrouillée par l'appareil Baas renouvelé par Bachar Al-Assad, éclate pourtant, dans la continuité des « printemps arabes », un immense mouvement révolutionnaire.

Revenons un peu en arrière<sup>[74]</sup> :

Dans les années 1960 et 1970, avaient été menées, un peu comme en Irak, des réformes « socialistes » en faveur des classes paysannes et urbaines pauvres : réforme agraire, nationalisations, politiques de redistribution... Le Baas « première période » s'appuyait, contre une bourgeoisie urbaine essentiellement commerçante, sur les classes moyennes et

---

[74] Voir Joseph Daher, « Syrie, un retour sur les origines et le développement du processus révolutionnaire », article paru dans la revue *Contretemps*, 2014.

prolétariennes. Mais le coup d'État interne d'Hafez al-Assad, en 1970, marqua un retournement : le nouveau régime favorisait désormais, par le biais du « mouvement correctif » du président, les bourgeoisies foncière et industrielle naissante.

Dès les années 1980 est entamée une dérégulation de l'économie, pour reprendre les termes du FMI : privatisations, suppression des syndicats et remplacement par des syndicats d'État, etc. Progressivement, la fusion de la bourgeoisie d'affaires et de l'appareil d'État, favorisé par ces privatisations et l'immense corruption, allait donner naissance à une sorte de bourgeoisie rentière, bénéficiant des largesses de l'État.

À la mort d'Hafez Al-Assad (2000), l'accession de son fils Bachar à la présidence suscita quelques espoirs : mais le dit « printemps de Damas » allait être de courte durée, et la répression permanente reprit dès 2001. Le fils poursuivit les politiques néolibérales du père : les privatisations continuèrent, exclusivement au profit du clan Assad<sup>[75]</sup>. Ainsi, Rami Makhlouf, le cousin du dictateur, aurait contrôlé près de 60 % de l'économie en 2011<sup>[76]</sup>. À la veille de la révolution, le secteur privé en vint à représenter les trois quarts de l'économie. Les entreprises

---

[75] La situation est analogue à celle prévalant alors en Tunisie (clan Trabelsi, l'épouse de Ben Ali) ou en Égypte (famille Moubarak).

[76] D'après le *Financial Times* du 6 mai 2011.



étaient détenues par des membres des appareils de sécurité, de l'armée, de la bureaucratie, comme par la bourgeoisie de Damas ou d'Alep.

Les populations rurales, déjà pauvres, subirent après 2008 une vague de privatisation de terres justifiée par la sécheresse, particulièrement dans le nord-est du pays. Les inégalités dans l'agriculture s'accrurent.

Dès 2004 et surtout 2006 eurent lieu des soulèvements et des grèves, en particulier dans les secteurs de la construction et du transport.

Aussi, encouragées par les mouvements en cours dans les autres pays arabes, et malgré les menaces du régime, de grandes manifestations de rue ont lieu à partir du 15 mars 2011.

*Ces soulèvements populaires, qui surviennent après des décennies de politiques d'ajustement structurel et de mesures néolibérales, expriment bien sûr une révolte contre celles-ci, d'autant plus qu'elles ont été imposées par des régimes autoritaires, corrompus et soutenus par des institutions financières qui sont de plus en plus perçues comme les représentantes attitrées des puissances occidentales et des capitaux étrangers, comme le Fonds monétaire international et la Banque mondiale<sup>[77]</sup>.*

Il faut considérer, comme dans d'autres pays, ce soulèvement comme celui d'une alliance entre les classes « populaires » (paysannerie, classe ouvrière), en quête de changements matériels, et des fractions de la

---

[77] Joseph Daher, *op. cit.*

bourgeoisie aspirant à la constitution d'un État libéral plus favorable à leurs intérêts. On trouve parmi elles, de nombreux militants et activistes pro-démocratie, ou membres de partis de gauche interdits.

Aussitôt, la répression est féroce : on compte des centaines de morts dès les premiers jours. Pour tenter d'endiguer ce qui s'apparente à un début d'insurrection, le gouvernement prend des « mesures sociales<sup>[78]</sup> ». Des centaines de prisonniers politiques, principalement islamistes, sont amnistiés.

L'armée est déployée dans les principaux centres du soulèvement, Deraa, Hama, Homs, et en bombarde certains quartiers.

Le 1<sup>er</sup> août 2011 est créée l'Armée syrienne libre (ASL), formée pour une grande part de militaires déserteurs. La situation glisse progressivement vers la guerre civile. L'Arabie saoudite et la Turquie prennent position contre le régime et commencent à soutenir les différentes milices islamistes qui se constituent : Ahrar al-Cham, brigades constituées en grande partie d'islamistes libérés lors des vagues d'amnisties d'avril 2011, et bientôt le Jabhat al-Nosra (« Front de la victoire »), qui devient le groupe le plus puissant au cours de l'année 2012. Ce groupe semble avoir été au départ une sorte de succursale syrienne de l'État islamique d'Irak, avant de s'autonomiser, jusqu'à

---

[78] Par exemple, baisse des taxes sur les produits alimentaires importés, distribution d'aide aux plus démunis, etc.

la rupture de juin 2013, date à laquelle le Front Al-Nosra se réclame d'Al-Qaida. Le financement et l'armement des groupes islamistes expliquent l'accroissement de leur poids face à une ASL que personne ne soutient, et qui n'a pas de direction claire.

Durant l'année 2012, le régime perd progressivement mais continûment du terrain face aux insurgés, bien que ceux-ci soient souvent divisés. Des comités populaires se mettent en place dans certaines des régions libérées, par villages, par quartiers, par villes, voire par régions. De timides tentatives d'autogestion voient le jour, vite fragilisées par la continuation des combats.

C'est à partir de juin 2013 que le futur État islamique s'impose sur le terrain en prenant Raqqa des mains du Front Al-Nosra, dont il fait aussitôt sa capitale. En 2014, « Daech » consolide et étend ses positions. Le régime fait de même, en particulier à Damas et dans ce qu'il nomme lui-même la « Syrie utile », c'est-à-dire une bande située sur la côte.

En août 2014 est formée une coalition « arabo-occidentale », au vrai essentiellement américaine. Elle commence à bombarder ici ou là, principalement en Irak.

Les Kurdes du PYD (Parti de l'union démocratique), qui contrôlent le Rojava (Kurdistan syrien) depuis mi-2012, sont attaqués en septembre 2014 par l'État islamique, principalement à Kobanê. La « coalition » bombarde la

ville une bonne partie de l'automne. Les YPG (Unités de protection du peuple) tiennent le siège et finissent par libérer Kobanê fin janvier, puis l'ensemble des trois cantons du Rojava.

Le « printemps » syrien constitue une poussée révolutionnaire que l'ensemble des acteurs étatiques, occidentaux ou non, tentent d'anéantir. L'État islamique ne fait pas exception.

# En route vers la guerre mondiale

## LA COALITION

En août 2014, une coalition commence à bombarder certaines régions de l'Irak et de la Syrie. Elle est menée par les USA qui conduisent la très large majorité des « frappes ». Les principales armées européennes y contribuent — France, Royaume-Uni, Pays-Bas, Danemark, pour ce qui est des opérations aériennes — ainsi que le Canada. Puisqu'il s'agit d'une « coalition arabo-occidentale », y figurent aussi l'Arabie saoudite, le Qatar, la Jordanie, Bahrein, les Émirats arabes unis. La Turquie y participe également.

Fin avril 2016, le collectif de journalistes Airwars<sup>[79]</sup> comptabilisait 12 000 « frappes » (8 000 en Irak, 4 000 en Syrie), pour 42 000 bombes ou missiles tirés. Ils estimaient à 1 200 le nombre « minimum » de civils tués. Ce chiffre paraît sous-estimé : il correspondrait à un mort tous les 36 missiles. Les États-Unis, eux, reconnaissent avoir tué 41 civils et plus de 10 000 « djihadistes ». Seul le Canada communique systématiquement le lieu et le nombre des frappes aériennes menées.

---

[79] <https://airwars.org>

## LE RENOUVEAU BELLICISTE FRANÇAIS

Dès le début de la vague révolutionnaire dans le monde arabe, les Occidentaux avaient été soucieux d'en contrôler les évolutions. Une autre « coalition », à base franco-britannique, avait déjà mis à bas en 2011 le régime de Mouammar Khadafi, officiellement, bien sûr, pour des raisons de démocratie<sup>[80]</sup>.

Ce n'était que le début du grand retour de la France sur la scène militaire moyen-orientale et sahélienne. Déjà en 2011 avait été renforcée la Force Licorne en Côte d'Ivoire (« ancienne » colonie française), renversant le président Gbagbo au profit d'Alassane Ouattara.

En janvier 2013, sous le nom d'Opération Serval, l'armée française envahissait le Mali (« ancienne » colonie), pour mettre fin à la

---

[80] Par le fait d'une « fuite » ont été publiés des courriers électroniques entre Hillary Clinton et son conseiller Sydney Blumenthal. Selon ce dernier, les « vraies raisons » de l'intervention française, décidée par Sarkozy, seraient : a) le désir de mettre la main sur le pétrole libyen ; b) celui de renforcer l'influence française en Afrique du Nord ; c) celui de renforcer la place de l'armée française dans le monde ; d) la volonté de contrecarrer les projets supposés de Khadafi d'établir, sur la base de ses réserves d'or, une monnaie concurrente du franc CFA, et donc d'affaiblir les positions françaises en Afrique. Source : *Vice News*, « Or noir, Nicolas Sarkozy, Kadhafi et intervention en Libye — L'étrange équation retrouvée dans les mails d'Hillary Clinton », 15 janvier 2016. Par ailleurs, *Libération*, le 1<sup>er</sup> septembre 2011, dans l'article « Pétrole : l'accord secret entre le CNT et la France », reproduisait une lettre émanant du Conseil national de transition et mentionnant un accord octroyant à la France 35 % de la production de pétrole en échange de son soutien total.

sécession des provinces du nord, aux mains du MNLA (Mouvement national de libération de l'Azawad, mouvement touareg laïc) et de divers groupes islamistes : Al-Qaida au Maghreb islamique, Ansar Dine, Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest. La chute de Khadafi et la guerre civile libyenne avaient entraîné une déstabilisation générale de la région et la prolifération de groupes armés et aguerris, en particulier les milices touarègues qui constituaient des forces supplétives pour le dictateur déchu.

En décembre 2013 débute en République centrafricaine (« ancienne » colonie française) l'Opération Sangaris, censée s'interposer dans la guerre civile entre les milices musulmanes (Seleka) et chrétiennes. Les ressources pétrolières et les gisements d'uranium n'y sont évidemment pas pour rien<sup>[81]</sup>.

En juillet 2014 (un mois après la proclamation du Califat à Mossoul), l'Opération Serval est remplacée par l'Opération Barkhane, dont l'objectif est le « contre-terrorisme » dans l'ensemble du Sahel : Mali, Mauritanie, Burkina-Faso, Niger, Tchad (tous ces pays étant d'« anciennes » colonies françaises).

Sans rentrer dans des considérations sur ce que l'on est bien obligé de qualifier de

---

[81] Voir Olivier Ndenkop, « Centrafrique : les raisons cachées de l'intervention française », article de la revue *Afrique-Asie*, septembre 2014.

« Françafrique », notons tout de même brièvement que :

a) Les gouvernements français successifs semblent pris d'une véritable furie guerrière, faisant de la France le pays le plus interventionniste au monde (c'est-à-dire engagé militairement sur le plus grand nombre de fronts) ;

b) Toutes les interventions se déroulent dans des pays (à part la Libye et l'Irak) qui sont des anciennes colonies, ou, dans le cas de la Syrie, un ancien protectorat ;

c) Ces interventions se font sous des prétextes humanitaires, démocratiques, universalistes, mais il est toujours question de contrôle de ressources, de matières premières, ou de flux commerciaux, ou encore de positions géostratégiques ;

d) Pour la première fois depuis qu'il existe (2001), l'avion Rafale, ayant « prouvé ses qualités sur le terrain », se vend<sup>[82]</sup>, ce qui met en évidence le rôle de la guerre comme « moteur de l'économie », en tout cas à l'export<sup>[83]</sup> ;

---

[82] Et pas à n'importe qui. Février 2015 : commande de 24 avions pour l'Égypte ; mai 2015 : 24 pour le Qatar ; plus peut-être 36 pour l'Inde.

[83] Voir « Rafale, hélicoptères, blindés... la France n'a jamais vendu autant d'armes qu'en 2015 », article paru dans la revue *Capital*, 21 octobre 2015. Le quotidien *Libération* souligne l'importance croissante des exportations de matériels militaires au Moyen-Orient (« Ventes d'armes : le grand boom des exportations françaises », 14 juin 2015).



e) À chaque intervention militaire, les « cotes de popularité » du président et du premier ministre remontent dans tous les sondages, ce qui constitue visiblement un motif suffisant pour déclencher sans cesse de nouvelles guerres ;

f) La multiplication des guerres françaises — et du « terrorisme » qu'elles engendrent — s'accompagne d'une évolution de plus en plus patriotique, raciste et conservatrice du discours politique dominant, qui se traduit par des mesures légales (état d'urgence).

C'est donc dans une pleine continuité avec les actions déjà engagées que, en septembre 2014, comme on l'a déjà évoqué, la France annonce sa participation à la coalition internationale menée par les Américains en Irak. En septembre 2015, elle étend les bombardements à la Syrie.

## LES AUTRES BELLIGÉRANTS

### **L' autre coalition**

Une autre série d'acteurs doit être mentionnée : il s'agit d'une autre coalition, menée par la Russie, qui intervient à partir de septembre 2015, assistée par l'Iran et le Hezbollah (Liban).

La Russie intervient « pour son propre compte ». Vladimir Poutine s'était opposé, jusqu'à septembre 2015, à toute intervention

en Syrie, où il protégeait son allié historique Bachar Al-Assad. Cette défense du dictateur est d'ailleurs la raison officielle invoquée pour l'entrée en guerre de l'armée russe. C'est la première intervention militaire russe hors des frontières de l'ex-Union soviétique depuis la guerre d'Afghanistan (1979-1988).

Depuis Catherine II, les différents pouvoirs russes ont voulu « pousser vers le sud ». Il s'agit de se positionner favorablement dans la Méditerranée. Aujourd'hui, la Russie contrôle le port de Tartous en Syrie. Par ailleurs, depuis quelques années, la Russie de Poutine a décidé de s'imposer dans les relations internationales, par la force s'il le faut. L'annexion de la Crimée en 2014, lui offrant un accès à la mer Noire, prend sa place dans cette logique ; de même que le « soutien » aux séparatistes est-ukrainiens de la « Nouvelle Russie ».

En Syrie, la Russie prétend à peine s'attaquer à l'État islamique, et bombarde essentiellement les forces dites « rebelles » (ASL, Front Al-Nosra). Les bombardements, et l'intervention de troupes au sol, ont d'ailleurs permis de rapides progrès des forces dites « loyalistes », qui n'ont jamais, depuis 2012, contrôlé autant de terrain. Ce retournement de la situation militaire (grâce également aux participations de l'Iran et du Hezbollah) a entraîné son corollaire, le retournement de la situation diplomatique. Non seulement Bachar Al-Assad est devenu un « interlocuteur obligé », mais il est

désormais en mesure de dicter ses conditions, de telle sorte que les négociations n'ont souvent même pas lieu. Quant aux rapports des pays occidentaux avec la Russie, il faut à présent, de l'avis général, les « normaliser ».

La République islamique d'Iran, « ennemi juré » des USA, d'Israël et de l'Arabie Saoudite et numéro un de l'« axe du mal », opère un retour en fanfare sur la scène internationale. En renonçant à son programme d'enrichissement d'uranium, le président « réformateur » Rohani a mis fin à l'embargo qui, depuis 2006, maintenait le pays dans un état comparable à celui de l'Irak pendant les années 1990. Cette levée des sanctions va permettre le retour des firmes pétrolières occidentales et la reprise à une grande échelle de la production iranienne.

À l'intérieur, dans la lutte pour le pouvoir s'affrontent le camp des « réformateurs », menés par l'actuel président Rohani, et représentant globalement les fractions modernistes (plus ou moins pro-occidentales) de la bourgeoisie, qui s'étaient illustrées par le soulèvement de 2009-2010, et celui des « conservateurs », qui représentent surtout l'aristocratie foncière et religieuse, dont le chef de file est l'ayatollah Khamenei, le Guide suprême de la Révolution. Les premiers, portés par le succès de leurs négociations avec « l'Occident », et malgré l'invalidation, par les seconds, de près de 60 %

de leurs candidats, ont remporté les élections législatives de 2016.

L'Iran est un allié de l'Irak (depuis l'invasion américaine) comme de la Syrie. Aussi des forces armées — essentiellement des membres de la brigade Al-Qods, forces spéciales des Gardiens de la Révolution — interviennent-elles, majoritairement en Syrie, plutôt contre les différents groupes insurgés que contre l'État islamique. Le Hezbollah, mouvement armé libanais, intervient lui aussi en Syrie, en défense du régime en place, avec, selon les sources, entre 5 000 et 10 000 hommes.

### **Arabie saoudite & Turquie**

L'Arabie saoudite voit d'un mauvais œil la concurrence iranienne sur le plan pétrolier, sa bonne entente avec les USA, sa volonté expansionniste sur le détroit d'Ormuz, son soutien aux rebelles houthistes au Yémen et aux chiites de Bahrein. Le roi Salmane a donc fait exécuter (décapiter et crucifier), en décembre, parmi une quarantaine de supposés djihadistes, quelques chiites dont le célèbre ayatollah Al-Nimr. Cette provocation a entraîné en retour l'incendie et la mise à sac de l'ambassade saoudienne à Téhéran, puis très vite la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays.

La baisse du cours du baril de pétrole, conséquence de la décision unilatérale saoudienne d'augmenter la production malgré une énorme

surproduction mondiale, commence à mettre en péril l'économie de rente du royaume.

L'Arabie saoudite s'est dès le début de la guerre civile opposée au régime d'Al-Assad. Elle est également opposée à celui en place en Irak. Aussi a-t-elle financé et soutenu la plupart des groupes insurgés dans les deux pays, y compris l'État islamique. À ce sujet il faut bien relever que, si l'Arabie saoudite est un pays allié des nations occidentales, son régime islamiste ultra-autoritaire n'est pas sans rappeler le joug de l'État islamique<sup>[84]</sup>.

Il semble que les développements ultérieurs de la montée en tension de l'Iran et de l'Arabie saoudite doivent attendre les conséquences des élections en Iran, et, certainement, le règlement des problèmes de succession du roi Salmane Abdelaziz Al-Saoud<sup>[85]</sup>.

Le rôle de la Turquie est généralement qualifié de « trouble » par les médias occidentaux.

---

[84] N'y décapite-t-on pas les opposants ? La *chari'a* n'y est-elle pas appliquée littéralement ?

[85] Le roi Salmane, qui a maintenant 80 ans, est un des 53 fils du premier roi Abdelaziz (1925–1953). La succession saoudienne est complexe et fonctionne selon un système dit adelphique, c'est-à-dire que le pouvoir se transmet de frère en frère (ou demi-frère). En outre, la pléthorique descendance du premier roi fait qu'il y aurait aujourd'hui environ 4 000 « princes de sang », lesquels se partagent l'essentiel des fonctions politiques, économiques, administratives et militaires du royaume. Le roi Salmane a évincé le prince héritier mis en place par son frère Abdallah (2005–2015), au profit de son neveu Mohammed ben Nayef Al-Saoud, 56 ans, actuel ministre de l'Intérieur et vice-Premier ministre. On passera donc, à la mort de l'actuel roi, à une nouvelle génération de Saoud.

Or, force est de constater que ce jeu est, au contraire, assez clair, si l'on prend la peine de nommer un chat un chat.

Recep Tayyip Erdoğan, premier ministre depuis 2003 et président depuis 2014, a tout mis en œuvre pour abattre Bachar Al-Assad. Pour ce faire, il a soutenu les forces rebelles, quelles qu'elles soient, à l'exception des Kurdes du Rojava (que d'ailleurs on ne peut guère qualifier d'opposants au régime syrien). Il a ainsi soutenu, armé, financé, la plupart des milices, y compris celles dites salafistes comme le Front Al-Nosra. Son alliance avec l'État islamique est un fait connu.

Les relations économiques entre la Turquie et « Daech » ont déjà été évoquées plus haut. Il est également avéré que la Turquie constitue une base arrière pour ses militants. Lors du siège de la ville kurde de Kobanê (Ayn Al-Arab), l'armée turque ferma la frontière, empêchant le passage des réfugiés, qui durent la forcer. À partir de l'automne 2014, les protestations contre la complicité (au moins objective) de l'État turc avec l'État islamique entraînent une répression violente, et des dizaines de morts quotidiens.

La Turquie joue depuis début 2015 une partition assez complexe, pour le moment avec un grand succès, en tout cas jusqu'à l'entrée en scène de la Russie.

Tirant parti de l'afflux de réfugiés en Europe, Erdoğan s'est proposé de se substituer à la Grèce pour « endiguer » les flux migratoires, notamment de la Syrie vers l'Europe, en échange de quoi, outre de substantielles aides financières<sup>[86]</sup>, il obtenait la reprise des négociations pour entrer dans l'Europe, et une exemption de visas pour les Turcs se rendant en Europe.

D'autre part la répression du PKK au Kurdistan s'est transformée en une véritable guerre contre-insurrectionnelle<sup>[87]</sup>.

Cette politique ultra-nationaliste et anti-kurde n'empêche pas la Turquie d'être le partenaire privilégié du Kurdistan irakien autonome, au grand dam du gouvernement de Bagdad d'ailleurs. Massoud Barzani, l'autoritaire dirigeant du Kurdistan irakien, ennemi de toujours du PKK, s'est absolument désolidarisé des Kurdes de Turquie.

Quant aux Kurdes syriens, qui s'étaient rendus célèbres pour avoir résisté aux forces de l'État islamique par deux fois à Kobanê, puis pour avoir « héroïquement » libéré les yézidis du Mont Sinjar, en tenant quelques temps un corridor humanitaire, ils sont en butte à la fois à l'hostilité des Barzanistes, qui les voient comme de dangereux rivaux (communistes de surcroît), et à la haine historique de l'État turc,

---

[86] On évoque le chiffre de 3 milliards d'euros.

[87] Voir : Collectif Ne Var Ne Yok, « *Serhildan* » : le soulèvement au Kurdistan, Niet ! éditions, 2016.

qui ne peut y voir, avec raison, qu'un encouragement pour la lutte armée sur son territoire.

Or les choses sont en train de changer, en raison de l'irruption des Russes, qui bouleversent beaucoup d'équilibres. Bombardant massivement l'opposition à Bachar Al-Assad, les Russes sont à peu près les seuls à dénoncer la collusion d'intérêts entre « Daech » et l'AKP d'Erdoğan. Fin janvier 2016, ils ont coupé les lignes d'approvisionnement entre les djihadistes et la Turquie, au nord d'Alep (ville bombardée sans relâche). Il y a fort à parier que les Russes, dont les relations avec les Turcs se sont encore dégradées après que ceux-ci eurent abattu un de leurs avions en novembre, seront tout disposés à soutenir l'existence d'une « zone-tampon » kurde continue entre la Syrie et la Turquie, et donc à s'allier avec le Rojava. *Le Monde* du 6 février rapporte d'ailleurs que le PYD aurait ouvert une « représentation » diplomatique à Moscou le 2 février.



## Contre la guerre

Voilà près de quarante ans que l'Irak est en proie à la guerre, qui semble ne jamais devoir finir. Les « interventions » de toutes les puissances impérialistes du globe, qui se succèdent et se cumulent, ne font qu'aggraver et empirer la situation, en créant les conditions de sa perpétuation.

Si les nations occidentales portent la guerre chez les autres, c'est toujours, quoi qu'on puisse en penser, pour le bien des autres. Que ces autres n'aient en général rien demandé ne change rien à l'affaire.

Prenons rapidement l'exemple de l'Afghanistan. Lorsque les USA ont bombardé et envahi l'Afghanistan, en 2001, c'était pour le libérer de l'infâme joug des talibans. Tout particulièrement, ce furent « les femmes » qu'il s'agissait de libérer<sup>[88]</sup>. Ces femmes n'ont naturellement pas été consultées. La condition des femmes afghanes s'est-elle améliorée, depuis que les USA ont bombardé, envahi et occupé ce pays ? Quelques centaines de milliers sont mortes, quelques millions sont parquées dans des camps de réfugiés en Iran ou au Pakistan. Mais les instables gouvernements mis en place par les Américains n'ont certes rien fait pour

---

[88] Christine Delphy, « Une guerre pour les femmes afghanes ? », article paru dans la revue *Nouvelles questions féministes*, 2002.

améliorer le sort de « leurs » femmes ; et les talibans, aujourd'hui, semblent plus forts que jamais. En fait, *les Occidentaux s'en foutent, des femmes afghanes.*

Que montre cet exemple ? Que les gouvernements occidentaux se sont arrogé le pouvoir de décider pour les autres de ce qui bon pour eux. Pour les femmes afghanes, il vaut mieux les moudjahidin et Karzai que les taliban. Pour les Irakiens, il vaut mieux Al-Maliki que Saddam Hussein. Pour les Ivoiriens il vaut mieux Ouattara que Gbagbo. On peut allonger la liste à l'envi.

Cette volonté de « libérer » des peuples entiers, qu'ils le veuillent ou non, est la manifestation de l'esprit colonial et impérialiste, dont la visée n'est en dernière analyse jamais autre chose que l'appropriation ou le contrôle des ressources, des flux de marchandises, de la main-d'œuvre.

L'idée a vu le jour, depuis quelques décennies, que les guerres seraient à présent « propres ». Il n'y aurait plus de victimes, sauf des « terroristes » lesquels de toute façon ne mériteraient aucune pitié. La technologie de pointe permettrait de détruire des « objectifs » très précis, et, bien sûr, de ne détruire qu'eux. Ce discours scientifique est bien évidemment un tissu de mensonges, comme le prouvent les « bavures » et « dommages collatéraux » quotidiens.

Les terroristes, qui, on le sait maintenant, sont des « barbares », font des tueries aveugles ; mais « nous », les Occidentaux, qui sommes civilisés, nous faisons des frappes chirurgicales. On s'interpose entre des « barbares », on assiste les forces armées locales, on protège les populations civiles, on sépare les belligérants... C'est à croire qu'on ne tue jamais personne ! Mais il n'y a pas de dommage collatéral ; la guerre, ça consiste en : *tuer des gens*.

Les armées occidentales tuent des dizaines de milliers de personnes, au Moyen-Orient et partout où il leur sied de porter la guerre, la destruction et la démocratie libérale. Mais la vie d'un « barbare » ne vaut rien, en tout cas, pas du tout le prix de celle d'un Occidental. En 2013, *le Point*<sup>[89]</sup>, citant une enquête de la revue *Plos Medecine*, parlait (déjà) de 500 000 morts pour l'Irak, depuis 2003. À cette date, l'armée américaine comptait 4 500 morts : un GI vaut donc plus de 100 civils irakiens.

Il faut encore tordre le cou à l'idée selon laquelle mener des guerres aujourd'hui protégera demain l'Occident. C'est ce que l'on nomme « guerre préventive ». Les attentats de janvier et novembre 2015 devraient avoir montré qu'il n'en était rien. Ce n'est pas le cas, apparemment.

---

[89] Le 18 octobre 2013.

Toutes ces guerres « pour la liberté » reposent sur la promesse d'un état de paix après-guerre. Or, cet après-guerre est un mythe.

Le schéma est le suivant : les armées des nations occidentales interviennent pour « libérer » un peuple, envahissent, détruisent, pillent, puis occupent le territoire. Alors se met en place un état qui n'est pas celui de la paix, alors même que la guerre est « finie » : ainsi, la guerre « conventionnelle » a duré en Irak, officiellement six semaines (du 20 mars au 1<sup>er</sup> mai 2003).

Une fois qu'on a fait tomber le régime, on en met un autre en place. Mais ça n'est toujours pas la paix, au contraire. La destruction plus ou moins totale des États et des appareils d'État entraîne en retour une exacerbation des tensions (ethniques, sociales, politiques) pré existantes, qui étaient « masquées » par la dictature.

Le cas de l'Irak, comme on l'a vu, est éclairant : la mise en place d'un pouvoir exclusivement chiite a entraîné à bref délai l'insurrection, puis la guerre civile. Après huit ans, l'armée américaine a quitté l'Irak. Entre-temps un groupe insurgé était devenu puissant, trop puissant : l'État islamique. Il a donc fallu — à nouveau — intervenir, bombarder, occuper en partie, pour — à nouveau — « libérer » le peuple irakien.

Que va-t-il se passer ensuite ? Y a-t-il ne serait-ce qu'une raison pour que ce cycle s'interrompe ?

À peine la guerre est-elle « finie » qu'elle constitue immédiatement la base d'une nouvelle guerre, qui à nouveau va faire intervenir les Occidentaux qui n'en finissent plus de « libérer » le monde...

Il faut, dans le cas qui nous occupe, en finir aussi avec l'idée selon laquelle ce serait « Daech » qui aurait commencé, qui aurait « déclaré la guerre » à la France en perpétrant des attentats sur son territoire. C'est tout simplement faux : l'armée française bombardait les positions de l'État islamique avant que ces derniers ne revendiquent le moindre attentat en France.

On passe d'ailleurs sous silence le témoignage d'une personne présente au Bataclan, selon lequel les assaillants ont affirmé qu'ils étaient là pour venger les morts de Syrie et d'Irak : « c'est la faute de Hollande, c'est la faute de votre président, il n'a pas à intervenir en Syrie. <sup>[90]</sup> »

Ceci confirme le point précédent, ou, comme le dit Anne Alexander :

*De nouvelles interventions impérialistes destinées à « corriger » le problème créé par les interventions précédentes — que ce soit par des frappes aériennes ou le déploiement de « bottes au sol » — aboutiront soit à raffermir la position de Daech comme défenseur autoproclamé des*

---

[90] Mentionné dans *Les Échos*, 14 novembre 2015. Depuis, plus rien à ce sujet.

*peuples sous sa domination, soit à poser le cadre de la montée de mouvements candidats à sa succession*<sup>[91]</sup>.



Le joug qu'impose l'État islamique sur le territoire qu'il contrôle est odieux. C'est un régime ultra-autoritaire, contre-révolutionnaire, répressif.

Les attentats, à Paris, ont eu lieu en réponse aux bombardements français sur ces territoires.

La guerre que mène, entre autres, la France, en Irak et en Syrie, officiellement pour se venger des terroristes, cause des destructions colossales, des dizaines de milliers de morts, des millions de déplacés ; et elle crée les conditions, ou du renforcement de l'État islamique, ou du surgissement d'une autre structure contre-révolutionnaire qui le remplacerait.

La meilleure façon, la seule, d'être contre l'État islamique, c'est donc d'être contre la guerre.

---

[91] Anne Alexander, « Daech et la contre-révolution : pour une analyse marxiste (ISIS and counter-revolution: towards a Marxist analysis) », article tiré de *International Socialism*, juin 2015, traduit et publié dans la revue en ligne *Que Faire ?* (<http://quefaire.lautre.net>). On peut lire aussi un autre bon article d'Anne Alexander paru dans la revue *International Socialism* de janvier 2016, intitulé « ISIS, imperialism and the war in Syria ».

# Annexes







# Pour aller plus loin

## OUVRAGES GÉNÉRAUX

- Myriam BENRAAD, *Irak, la revanche de l'histoire*, Vendémiaire, 2015.  
Sous-titré « De l'occupation étrangère à l'État islamique », cet ouvrage fort documenté traite surtout de l'occupation étrangère, et revient de manière assez détaillée sur les quinze dernières années en Irak.
- Olivier CARRÉ, *Le Nationalisme arabe*, Fayard, 1993.  
Il semble qu'il s'agisse là de l'unique ouvrage de référence en français étudiant les différentes doctrines nationalistes arabes, principalement nassérisme et baasisme.
- Georges CORM, *Pour une lecture profane des conflits*, La Découverte, 2012.  
Il s'agit d'un recueil d'articles traitant de ce que l'auteur qualifie de « recours au religieux » plutôt que de « retour du religieux ». Malgré un ferme rejet d'une lecture « confessionnelle » des conflits au Moyen-Orient, une très pertinente et nécessaire critique des thèses du « choc des civilisations », l'auteur sombre hélas dans une défense de l'universalisme « républicain français », et autres fadaïses idéologiques.
- Georges CORM, *Histoire du Moyen-Orient*, La Découverte, 2007.  
Excellent petit manuel.
- Théo COSME, *Moyen-Orient 1945-2002, histoire d'une lutte de classes*, Senonevero, 2002.  
Cet ouvrage émanant du courant « communiste » (autour de la revue *Théorie communiste*), analyse avec pertinence et érudition un demi-siècle de restructuration capitaliste au Moyen-Orient, en

particulier le rôle des guerres et celui de la rente pétrolière, non sans être limité, comme c'est hélas souvent le cas, par des grilles d'analyse rigides et un style lourd et jargonneur.

- Leyla DAKHLI, *Histoire du Proche-Orient contemporain*, La Découverte, 2015.  
Cet ouvrage traite de l'histoire du xx<sup>e</sup> siècle, à travers le prisme des mouvements de lutte de tous types (féministes, sociaux, nationalistes, etc.).
- Jean-Pierre FILIU, *Les Arabes, leur destin et le nôtre*, La Découverte, 2015.  
Il s'agit d'un intéressant livre qui revient sur l'histoire (impérialiste) des deux derniers siècles, et qui essaie d'insister sur les divers mouvements de « libération ».
- Olivier HANNE, Thomas FLICHY DE LA NEUVILLE, *L'État islamique, anatomie du nouveau califat*, Bernard Giovanangeli Éditeur, 2015.  
Ce livre est le fruit de la collaboration de deux « chercheurs » assez mystérieux ; leurs sources sont assez louches ; leurs présupposés idéologiques douteux. Pourtant il y a des informations, si l'on prend les pin-cettes indispensables.
- Albert HOURANI, *Histoire des peuples arabes*, Seuil, 1994.  
Ouvrage de référence. La période couverte va du vii<sup>e</sup> siècle après J.C. à la date de parution. Complet et instructif.
- Pierre-Jean LUIZARD, *Le piège Daech*, La Découverte, 2015.  
L'auteur (spécialiste de l'histoire contemporaine de l'Irak), essaie d'inscrire la naissance et le développement de l'État islamique dans la continuité de la « déliquescence » de l'Irak, et, plus largement, de la domination impérialiste « occidentale » sur le Moyen-Orient.

- Sabrina MERVIN, *Histoire de l'islam, fondements et doctrines*, Champs histoire, 2000.  
Ouvrage sans prétention politique, il s'agit d'une sorte de manuel assez utile.
- Nabil MOULINE, *Le Califat, histoire politique de l'islam*, Champs histoire, 2016.  
Ce bouquin étudie l'institution califale à travers les âges. Édité à la hâte pour être mis en vente sitôt après les attentats de novembre 2015, ce livre n'est pas indispensable ; les informations qu'on y trouve sont disponibles dans de bien meilleurs ouvrages.
- Maxime RODINSON, *Islam et Capitalisme*, Seuil, 1966.  
Ce livre, qui était difficile à trouver, vient d'être réédité aux éditions Démopolis. C'est une excellente nouvelle. D'un point de vue marxiste « non-orthodoxe », l'auteur y étudiait la question du rapport entre idéologies et formes socio-économiques, à partir de la question : « qu'est ce qui explique que les régions du monde où la religion dominante a été l'islam n'ont pas connu de développement capitaliste endogène ? » (Maxime Rodinson est aussi notamment l'auteur d'une excellente biographie du Prophète : *Mahomet*, Seuil, 1968.)

## SITES INTERNET

- *Observatoire syrien des droits de l'homme*  
<http://www.syriahr.com/en/>  
Il s'agit d'un site très « controversé ». Ses sources, ses financements, ses liens avec les Frères musulmans sont régulièrement mis en avant pour mettre en doute les renseignements publiés. Il est vrai que les agences de presses internationales reprennent généralement ces renseignements sans les vérifier.

Au demeurant l'OSDH procure des rapports quotidiens qui, à condition de prendre des précautions, permettent de suivre avec une grande précision l'évolution de la situation en Syrie.

- *Solidarité-Irak*

<http://solidariteirak.org/>

Site du collectif Solidarité-Irak, qui est en relation avec diverses organisations irakiennes féministes et communistes. On trouve sur ce site des informations fort précieuses, en français, sur les luttes en cours en Irak.

- *Blog « un œil sur la Syrie »*

<http://syrie.blog.lemonde.fr/>

Ce blog a été créé par Ignace Leverrier, alias Wladimir Glasman, ancien diplomate français en Syrie, mort en 2015. Ceci doit nous inciter à la plus extrême prudence quant au contenu du blog ; cependant on y trouve quantité d'articles très documentés, y compris depuis la disparition de son animateur.

- *Blog « un si proche Orient »*

<http://filiu.blog.lemonde.fr/>

Il s'agit du blog de Jean-Pierre Filiu, universitaire « de gauche » issu de la tradition anti-impérialiste. De bons articles sur la Syrie.

- *Raqqa is being slaughtered silently*

<http://www.raqqa-sl.com/en/>

Site de « journalisme citoyen » animé par une poignée d'habitants de Raqqa, dont la vocation est de dénoncer le régime mis en place par l'État islamique. Certains de ses membres ont d'ailleurs été tués par ce dernier.



## Table des matières

AVANT-PROPOS..... p. 7

### « DAECH »

Points de sémantique.....p. 15

Est-ce un État ?.....p. 27

La question des frontières et de l'État-nation.....p. 47

### LE POIDS DE L'HISTOIRE

Le xx<sup>e</sup> siècle.....p. 55

De la guerre froide au « choc des civilisations ».....p. 63

L'invasion et le début de la guerre  
civile (2003-2006).....p. 71

Pouvoir autoritaire et expansion de  
l'État islamique (2006-2014)..... p. 79

### LA GUERRE SANS FIN

Dictature, révolution, guerre civile en Syrie..... p. 87

En route vers la guerre mondiale.....p. 93

Contre la guerre.....p. 105

### ANNEXES

Carte.....p. 112

Pour aller plus loin..... p. 114





CHEZ LE MÊME ÉDITEUR  
**Dernières parutions**

Collectif Ne var ne yok  
*“Serhildan” : Le Soulèvement au Kurdistan*

Mathieu Rigouste  
*État d’urgence et business de la sécurité*

Collectif l’Escapade  
*Milot l’incorrigible – Parcours carcéral  
d’un jeune insoumis à la belle Époque*





ACHEVÉ D'IMPRIMER  
DANS L'UNION EUROPÉENNE  
POUR LE COMPTE DE NIET!ÉDITIONS  
AU MOIS DE FÉVRIER 2017

ISBN : 979-10-96195-02-2

1<sup>ER</sup> DÉPÔT LÉGAL : 3<sup>E</sup> TRIMESTRE 2016

2<sup>ND</sup> TIRAGE : FÉVRIER 2017

